

Un budget précurseur de débacle

CE CABINET DE COALITION

Il ne semble être le choucou de des chacals de la Phynance, Atholstan, Currie & Cie.

Quand, l'autre jour, Sir Arthur Currie parla d'un cabinet unioniste, cabinet particulier d'intérêt général, bleus et rouges se défendirent bien de toute participation à une combinaison de ce genre. Mais depuis, l'idée a fait du chemin et, dans bien des milieux, les cancans à ce sujet vont leur petit bonhomme de chemin.

Il est certain que Currie n'a pas jeté l'idée pour le simple plaisir de s'écouter dire quelque chose. Il a dû, étant données ses nombreuses et "hautes" relations, puiser son inspiration en certains milieux affairistes où l'on sait prévoir longtemps d'avance de quoi il va retourner. "Sir Arthur" est d'ordinaire le haut-parleur de lord Atholstan de Huntingdon, ce grand "ami" du peuple qui ne le serre sur son sein que pour le mieux étouffer.

Plus prévoyants que nos politiciens, dont le métier est pourtant de prévoir, nos grands et rocambolesques financiers, ces "changeurs" inscrupuleux, sont surtout soucieux, en ce moment, de mettre leurs "intérêts" à l'abri, tout le reste n'ayant aucune espèce d'importance à leurs yeux. Ils prévoient des bouleversements économiques prochains au Canada, même si l'imbroglie yankee se règle pour le mieux, le mouvement parti non pas d'en haut, mais d'en bas. Dès lors, un cabinet "d'union sacrée" est tout indiqué pour museler quelques députés libéraux trop "turbulents" et la petite troupe de radicaux dont la valeur est plutôt qualitative que quantitative.

En dépit des dénégations les plus officielles quant à la possibilité d'un ministère fédéral de concentration d'où l'élément radical serait naturellement exclus, on peut s'attendre à du nouveau à Ottawa d'un jour à l'autre. Ou Bennett, fort de sa majorité, va essayer de faire son Roosevelt en miniature, mais avec des vues sociales opposées, ou il va persuader quelques libéraux à l'eau de rose de "partager avec lui les fatigues de la guerre et la gloire des combats". Dans l'un ou l'autre cas, la haute Phynance gardera son prestige et le bon populo demeurera dupe comme devant. FLAMBEAU

CETTE CONTRE-ATTAQUE DE ROOSEVELT CONTRE LA 'GANG'

New-York, 10. — Ce que beaucoup de gens tenaient pour impossible s'est produit. Le colosse aux pieds d'argile qu'est le système bancaire américain s'est effondré, il y a huit jours, comme un vulgaire château de cartes. Et il n'aura fallu, pour amener cet inquiétant résultat, que le souffle de la méfiance, aidé peut-être, dans une certaine mesure, par la sourde influence des "changeurs", autrement dit "voleurs", qui voyaient leur régime d'agiotage mis en danger par l'arrivée à la Maison Blanche d'un homme énergique escorté au pouvoir par un "brain trust".

Comme il l'avait promis, Roosevelt ne fut pas long à concrétiser par des actes certaines phrases de son discours d'inauguration et, trente-six heures après avoir prêté son serment d'office, il déclara la guerre aux défilistes de la paix économique de son pays. Prévoyant le danger bien avant sa consécration présidentielle, il n'avait pas attendu au 4 mars pour dresser ses batteries et élaborer son plan de bataille sur tous les fronts. Mais la débacle financière s'étant déclarée la première et avec une violence inouïe, il dut faire donner le gros de ses troupes de ce côté-là, flanqué de son état-major de secrétaires d'Etat et de quelques économistes de premier plan.

La manœuvre des prétendus "haut financiers" dont plusieurs, tels que Mitchell et le Baker, respectivement président de la "National City Bank" et de la "National City Company", deux cavernes affiliées, étaient des "gangsters" avec des méthodes différentes de ceux de Chicago, voilà tout, — cette manœuvre qu'on pourrait qualifier de "hold up" n'a pas réussi. La rapidité des décisions de Roosevelt et leur application immédiate, sans égard à aucune espèce de tradition, ont comme unifié la saine partie du peuple américain autour de lui et fait s'évanouir, pour le moment tout au moins, les divergences politiques entre démocrates et républicains.

Roosevelt paraît être l'homme de la situation, un homme d'action dans la meilleure acception du terme. Aux situations exceptionnelles, il opposera les attitudes exceptionnelles et n'hésitera pas, s'il le faut, à se passer du Congrès pour mettre fin au chaos actuel. En d'autres termes, il aura occasionnellement recours à la dictature aussi souvent que la situation l'exigera, a-t-on voulu le prévenir en tentant de le faire assassiner? La réponse est à Wall Street.

Le résultat de cette manœuvre napoléonienne est attendu dans le monde entier, parce que si Roosevelt triomphe, l'opinion s'accrédite que la crise mondiale aura touché ce "fond" que l'on nous prêche depuis trois ans, pour reprendre la courbe ascendante, pas au galop, on le pense bien, mais assez pour n'avoir pas à se demander chaque matin: "Seigneur, où allons-nous?" JONATHAN.

CES DEUX CONTEMPTEURS DE LA MAGNAN ... CUL ... TURE

Il s'agit de MM. Mainville et Montpetit, dans l'ordre alphabétique, gens qui, ces jour derniers, laissaient entendre que l'éducation des Canadiens-français du Québec n'était plus, depuis longtemps, à la page et que, si nous voulions "percer", socialement parlant, au lieu de végéter "à la queue de la classe" démocratique, il nous faudrait élargir le cadre de nos conceptions sociales et nous débarrasser de cette poussière traditionnelle qui n'a sa place, entre nous, que sur la barbe d'un Omer Héroux ou le crâne en poire d'un apôtre de la magnan... cul... ture.

A l'encontre du magnanisme, selon lequel "honneur à la province de Québec" était, jusqu'à ces derniers temps, l'accessoire obligé de tout discours respectable, MM. Mainville et Montpetit s'élèvent contre notre incertitude éducative et diraient presque, s'ils osaient: "Horreur à la province de Québec". M. Montpetit, notamment, semble croire que notre instruction nous laisse trop dans les nuages et pas assez sur la terre. "Comment voulez-vous", dit-il, "savoir notre politique économique, si on ne vous met pas sous les yeux les faits économiques; comment voulez-vous réussir dans ce pays où on ne vous montre même pas les éléments du civisme?"

Semblables paroles, dans la bouche d'un tel homme, sont bien faites pour mettre hors d'eux-mêmes nos acétes et acétesistes et scandaliser quantité de "bien pensants" qui croient encore que tout est pour le mieux "par icelle".

Où allons-nous si un homme qui sait si bien ce qu'il dit a le courage, d'autant plus méritoire qu'il est plus rare, de dire leur fait au responsables de notre insuffisance sociale? Et que vont devenir nos dispensaires de vertus intangibles si l'un d'entre eux ouvre soudain les yeux et nous montre les dangers inhérents à notre stagnation intellectuelle?

SUS AUX FEMMES ET AUX CLASSIQUES

Médéric s'en prend au beau sexe qui travaille et aux colléges.

LES DEUX CAUSES, POUR LUI, DE LA CRISE.

Lorsque j'ai connu Médéric, mais là, en plein, il était "ma... re... re de Moral".

Il se disait libéral en politique, mais au fond il était conservateur jusqu'au rognon, témoin cette apostrophe qu'il lançait à un groupe de policiers ébahis:

— Comment, vous voulez des "casses" neufs tous les deux ans? Regardez-moi. — J'porte encore mon "casse" de première communion...

L'une de ses maximes favorites était:

— Ce qui fait ma supériorité sur les hommes de profession, c'est que je n'ai pas le cerveau fatigué par les études...

L'autre jour, au Conseil législatif, Médéric a prononcé un discours tout émaillé de perles opalines contre les femmes qui travaillent "en dehors de la maison":

"Il va falloir remettre la femme à sa place, à la maison. Il n'y a plus d'autorité, de respect pour la famille. La plupart du temps, les femmes travaillent quasiment rien que pour s'habiller, et les salaires de 95% d'entr'elles sont engagés pour un an d'avance. — C'est rendu, ma foi, que vous pouvez pas distinguer la fille du notaire avec la fille du cultivateur. On les voit passer avec avec des manteaux de seal, dans la rue, comme si c'étaient des filles de millionnaires. Les voilà, qu'elles sont rendues partout, dans les parlements, les magasins, les bureaux d'assurances, les places de comptables, dans les fabriques de tabac. M'est avis qu'on devrait répandre plus que jamais la prédication du Christ sur la montagne."

Médéric ne s'est pas donné la peine, et c'est dommage, d'indiquer ce passage du discours sur la montagne où le Christ défend aux femmes d'être sténo-dactylos, téléphonistes, de conduire les ascenseurs et de rouler cigares et cigarettes.

Médéric a une autre haine vigoureuse: les classiques. Pas les classiques que vous connaissez déjà: Démosthène, Racine et Molière, mais les produits de nos colléges de latin et de grec:

"Je veux parler aussi du désertement des campagnes. Ça vient que nous poussons trop loin l'instruction publique. Les cultivateurs s'en viennent en ville parce qu'ils ont fait éduquer leurs enfants. Je dis qu'on a poussé trop loin l'instruction. Il faut des écoles primaires avec des écoles d'agriculture, pas rien que des pensionnats de villages. Celui qui vous dit ça, il a été à l'école pendant deux ans seulement. Si vous voulez faire des laïques... non, c'est pas ça que je veux dire, c'est pas des laïques... (Et H. Médéric se gratte le chef, songeur, pendant une minute, jusqu'au moment où un collègue, M. Champagne, souffle un mot). Oui, c'est ça, des classiques, si vous voulez faire rien que des classiques, pensez qu'ils vont rester à la campagne."

Pour finir, une botte aux tristes: "Il faut aussi que le gouvernement prenne le tabac, les cigares, comme en France. Le gouvernement là-bas est pas fou et il fait de l'argent. Il devrait aussi s'emparer des allumettes. Vous croyez pas le profit que le gouvernement pourrait faire avec ces deux articles-là."

Il fallait alors voir la binette de son bon ami Raoul Grothé, aussi du Conseil législatif, qui se voyait, tout à coup disponible, fut-ce pour le bon motif, de sa fabrique de cigares et de cigarettes!

Un auditeur prononça en sortant: — J'étais pour faire donner à mon fils de l'instruction, mais j'vois bien que c'est inutile pour devenir maire ou "honorabile". Médéric "m'a r'tin"...

MISTIGRIS

Le professeur — J'ai le regret de vous dire, madame, que votre fille n'a aucun talent pour le piano.

La dame — Mais je croyais que je vous payais pour lui en donner.

COMME QUOI L'ÉVALUATION MUNICIPALE EST FICTIVE ET LES REVENUS PRÉVUS INEXISTANTS. — À LA LÉGISLATURE D'INTERVENIR PENDANT QU'IL EN EST ENCORE TEMPS. — LA CHAMBRE DE COMMERCE ET L'UNIVERSITÉ.

Le comité de législation privée, à la Législature, semble avoir traité bien peu sérieusement cette partie du bill de Montréal qui se rapportait à la réorganisation de nos finances municipales. Et c'est tant pis pour nous!

C'est ainsi qu'un citoyen très versé dans les questions économiques, M. F.-B. Mathys, ayant voulu se faire entendre, fut continuellement interrompu par des membres de la délégation échevinale et même par des députés de Montréal, qui ne semblaient guère prêter qu'on leur parlât de retranchements sur les salaires pour équilibrer un budget en déséquilibre, mais se montraient beaucoup plus favorables à la comode solution de l'imposition de nouvelles taxes.

Pourtant l'un des premiers gestes de M. Franklyn D. Roosevelt, le nouveau président des Etats-Unis, en assumant le pouvoir, fut de décréter une réduction de \$500,000,000 dans les dépenses, à prendre sur les salaires et les allocations aux vétérans. Les allocations aux vétérans, ici, sont remplacées par ces innombrables pensions servies à des ex-fonctionnaires ayant encore bon pied et bon oeil.

GARE LA TAXE MOBILE!

Au lieu de procéder comme Roosevelt, notre administration — et le public, ce bon public de cocus contents n'y a pas pris assez garde — se fit octroyer le pouvoir d'imposer une taxe mobile diversement estimée de 5 à 8 pour 100, mais qui n'en est pas moins une taxe élastique à volonté.

L'Assemblée législative et le Conseil législatif peuvent encore remédier à la trop grande faiblesse du comité de législation privée, sollicité par les échevins. Nous ne reviendrons pas ici sur l'amas de chiffres probants fournis par M. Mathys et sur les autres qu'il aurait pu fournir si on lui en eut donné l'avantage. Nous nous contenterons d'enregistrer l'aveu de M. Charles Laurendeau, avocat représentant la Ville devant le comité, que les charges fixes sur le budget de \$38,390,000 prévu pour le prochain exercice étaient exorbitantes et sans proportion.

Et ce budget de \$38,390,000, fixé comme si l'évaluation municipale devait rester la même en rapportant les mêmes revenus; comme si la taxe d'eau et la taxe d'affaires, basées sur le prix des loyers, devaient continuer à fonctionner comme de plus belle. — Ce budget vous conduit tout droit, selon l'opinion d'hommes d'affaires avisés, à l'une des plus débâcles qui se soient vues dans l'histoire d'une ville.

LA REDUCTION DES REVENUS

La diminution du prix des loyers payants, sans parler des non payants, étant générale à l'heure actuelle, on peut s'attendre à une course des propriétaires vers les évaluateurs, pour faire diminuer leur évaluation municipale, d'où il suit que l'impôt sur la propriété taxable rapportera vraisemblablement 25 pour 100 de moins.

Même pourcentage de réduction dans le produit des taxes d'eau et d'affaires, basées sur de loyers croulants... Et c'est le gouffre sans fond ainsi ouvert que les membres du comité des bills privés ont permis à nos édiles de combler à l'aide d'une taxe mobile qui s'arrêtera où?

A l'extrême limite de la capacité de paiement des propriétaires, laquelle n'est guère éloignée. Alors, les propriétaires, arrachant leur cornes et se mettant un peu de poil aux pattes n'auront plus qu'à dire à Concordia: — Va te faire faire foutre ailleurs!

L'ÉLEPHANT DU MONT-ROYAL

Et c'est le moment que choisit la Chambre de Commerce, sous l'impulsion du sieur Charley Duquette, grand manitou de l'Alliance Nationale, pour dire:

— Que la Ville paie sans retard et d'un coup le million qu'Allan Bray a promis à l'Université de Montréal!

Charley Duquette a ses raisons que Mgr. Piette, recteur de l'Université, est le seul peut-être à connaître, pour vouloir que la Ville procède si tôt, au lieu d'effectuer vingt versements en compensation de la remise d'un terrain qu'elle-même avait donné à l'Université.

Notre Chambre de Commerce, qui s'endort sous un arbre, comme Rip Van Winkle, le héros de Washington Irving, dès qu'il s'agit d'économiser quelque chose à Concordia, ne manque jamais de se réveiller afin de pousser à la dépense, mais il est à espérer que cette fois elle en sera pour son beau zèle universitaire...

De toutes les rumeurs mises en circulation par les journaux sur l'aide que le gouvernement Taschereau entend accorder à l'Université, bien peu sont fondées.

La solution la plus probable pour cette année, c'est que le gouvernement garantira un emprunt suffisant pour que l'Université paie ses dettes actuellement contractées; que l'édifice de la Montagne sera temporairement abandonné; et que certains cyniques cornacs de cet éléphant devront dégringoler de son dos avant qu'une parcelle de confiance ne revienne.

CIVIS

LA CRISE NE NOUS

A PAS GUÉRIS!

Aux élections de 1930, M. Bennett promettait ferme que son passage au pouvoir serait marqué d'une suppression de la balance défavorable du commerce canadien avec les Etats-Unis.

Or, cette balance nous est aussi défavorable que jamais. En 1932, le Canada a vendu à la république voisine pour \$235,000,000. Il en a acheté pour \$351,000,000. Excédent de nos achats sur nos ventes: \$116,000,000.

Seul un traité de réciprocité pourrait remédier à cet état de choses. Car la guerre des tarifs n'y suffit pas. Voyez les faits: nous avons posé briques contre briques, à la frontière, nous avons même eu, par un concours de circonstances, un dollar déprécié qui devait naturellement restreindre nos achats aux Etats-Unis. Quel a été le résultat? Un vaste déficit. Est-ce assez concluant?



COUPS DE MARTEAU

Sous l'égide de Vulcain, dieu du fer et du métal, signataire de ces notes brèves, nous enregistrons beaucoup de coups de marteau qui ne viennent pas du même forgeron. Ainsi, la semaine dernière, une note échappa à notre contrôle, parlant de certain pasteur Goyetes qui, dans la république de San Juana, Amérique du sud, se serait arrangé avec le courtier Rangeras pour mettre à mal la bourse de paroissiens, avec le résultat que le courtier dut se dévouer ensuite et aller en prison à la place du pasteur, en prenant tout à son compte. Pas plus dans l'Amérique du nord les courtiers ne sont enclins à de tels dévouements et le coup de marteau en question doit donc être pris d'un bout à l'autre pour une fable pure et simple. Dont acte!

\*\*\*

Par un vote de 38 à 19, la Législature a décrété qu'en dehors des grands routes, nos bons habitants pourront désormais déambuler sur leurs chemins, le soir, sans être obligés d'éclairer leurs derrières. Certains députés ruraux, qui restent préhistoriques par le haut de leur anatomie, ont tellement peur de la lumière, sous toutes ses formes, que "LE SOLEIL" lui-même en est tout étonné. On a récemment parlé de réduire le nombre des députés dans nos législatures canadiennes. Il n'y aurait pas grand mal à purger la nôtre de deux bonnes douzaines d'"éteignoirs".

\*\*\*

Les "journaliers" nous assurent que Peter Veregin se prépare à conduire un pèlerinage de nudistes à Ottawa pour présenter certaines revendications. Comme le groupe comprend dix mille Doukhobors, un confrère envisage cette donnée de naturistes comme une manifestation monstrueuse. C'est "monstrueux", qu'il voudrait dire, sans doute. A supposer que ces dix mille primitifs, hommes, femmes et enfants, exhibent leur anatomie, il ne faut pas nous attendre à voir beaucoup de formes plastiques dans le genre de l'Apollon du Belvédère ou de la Vénus de Milo.

\*\*\*

Les "conciergeries" ne sont pas des prisons, comme on pourrait le croire, en songeant à l'ancienne Conciergerie de Paris. Dans la Ville-Lumière, la "conciergerie" est le logement du concierge. Mais à Montréal, où les incendies éclatent plus souvent qu'à leur tour, "conciergerie" signifie un édifice dans lequel, dès que prend le feu, tous les occupants des étages au-dessus sont menacés de rôtir comme des manches à balai. Quand donc finirons-nous de construire ces boîtes à sardines où l'existence n'est pas normale. Ça manque d'air et de lumière. Ça peut le renfermé. Vivent nos bonnes vieilles maisons!

\*\*\*

Evidemment, ça ne pouvait être qu'un communiste qui a tenté de mettre le feu à l'église Saint-Jacques, comme ce sera un communiste qui un de ces jours mettra le feu au barrage de glace de Saint-Laurent. Les communistes nous intéressent peu et nous ne nous donnerons certes pas mission de les défendre. C'est tout de même souverainement ridicule que l'on nous casse les oreilles avec cet épouvantail. De véritables communistes, à gauche, voilà ce que nous en existait-il à Montréal? Pas un millier. Des brailleurs, par exemple, on en compte des milliers, mais ceux-là ne sont dangereux que par la salive qu'ils éjectent en perorant et qui en se mêlant à la neige peut produire de la glace sur laquelle glisseront, au risque de se fendre le ciboulot, ceux qui négligent de regarder en avant d'eux.

\*\*\*

Depuis que, par l'erreur d'un anarchiste, le maire Cermak, de Chicago, a passé l'arme à gauche, voilà que le premier magistrat de Toronto, W. J. Stewart, est menacé de mort, lui aussi. Mais ce n'est pas tout. Il apparaît également que not' maire, cet excellent, honorable et debonnaire monsieur Rinfret qui, de mémoire d'homme, n'a jamais fait de mal à une mouche, a reçu la promesse d'être envoyé dans l'au-delà. D'ailleurs, tous ces projets d'attentats mairiaux n'existent, après tout, que dans la cervelle surchauffée de quelques manques ou encore, de quelques journalistes en mal de copie.

VULCAIN.

Madame surprend sa cuisinière en train de goûter la sauce avec son doigt: — Ce n'est pas propre, ma fille, ce que vous faites là.

— Madame ne voudrait cependant pas que je salue une cuillère pour ça!

UN JEUNE ADMIRATEUR



Le jeune Toby Cook, 7 ans, qui s'est rendu à dos de cheval de Georgie à Washington pour assister aux cérémonies d'inauguration du président Roosevelt. Un jeune qui promet!

L'HON. L. A. WILSON VEUT L'IMPOT PLUS EQUITABLE

(Du cor. spéc. de "L'Autorité") Ottawa, 10. — Le sénateur Lawrence A. Wilson est revenu au Sénat sur un sujet qui lui est cher: c'est que l'impôt sur le revenu, puisqu'il existe, devrait s'appliquer à tous les contribuables qu'il vise, et non que les uns puissent l'éviter en rejetant ce fardeau sur les épaules des autres.

Il a demandé au gouvernement s'il avait l'intention de modifier cette loi de façon à exercer une surveillance plus active sur les revenus dérivés des obligations au porteur et des valeurs détenues en fidéjussimis.

Il déclare qu'il est convaincu que des centaines de personnes dans l'aisance ont négligé de verser partie ou totalité des sommes dues au gouvernement sur leurs revenus. Il est persuadé que le département des finances sait parfaitement qu'il y a quelque chose qui cloche de ce côté-là et la meilleure preuve en est le discours qu'a prononcé l'autre soir le ministre des finances et au cours duquel il a déclaré qu'il prendrait des moyens pour obliger les détenteurs d'obligations au porteur à payer la taxe sur le revenu.

Le sénateur Wilson donne ensuite lecture d'une lettre du premier ministre dans laquelle l'honorable monsieur Bennett lui donne l'assurance que des mesures seront prises pour que le gouvernement retire un revenu satisfaisant des coupons d'obligations qui ont été percus, mais qui n'ont pas été inclus dans les revenus des contribuables.

Le sénateur Wilson donne un aperçu de ce qui se fait dans les autres pays pour empêcher les contribuables de se soustraire à la loi de l'impôt sur le revenu et des peines sévères qui sont imposées aux délinquants. Il suggère que le gouvernement nomme une commission d'experts, cinq par exemple, qui seraient chargés d'examiner toutes les valeurs, toutes les obligations, etc. avant qu'elles soient offertes au public et d'empêcher ainsi dans un large mesure les fraudes qui ont été perpétrées au détriment du peuple, fraudes qui se chiffrent par des millions de dollars.

L'hon. Arthur Meighen, représentant du gouvernement, répondit dans l'affirmative à la question posée par l'hon. M. Wilson sur son intention de modifier la loi de façon à ce qu'elle soit plus équitable. Le gouvernement a même dessein de se laisser diriger beaucoup en cela par les suggestions proposées par le sénateur de la division de Rigaud.

AJAX

CE MAIRE QUI RESIGNE EN FAISANT CLAQUER LA PORTE

Pour une fois M. Dalbé Viau, de Lachine, a le beau rôle. — Singulière attitude de commissaires scolaires sur une annexion. — Un autre petit scandale aux secours directs.

(Du cor. spéc. de "L'Autorité") Lachine, 11. — A l'assemblée du Conseil, mercredi soir, le maire Viau, comme on sait, après avoir donné sa démission de premier magistrat est sorti en claquant les portes.

La cause de cet esclandre est que le maire ayant mis son veto sur la nomination des deux auditeurs, parce qu'ils ne sont pas des comptables licenciés, ce veto fut renversé par les deux-tiers du Conseil, soit 5 à 2.

Pour une fois, nous sommes avec le maire parce qu'il insiste pour avoir comme auditeurs des livres de la Ville des comptables licenciés.

N'affirme-t-il pas du reste que la Commission Métropolitaine ne ratifiera aucun emprunt de Lachine à moins que celle-ci n'ait tels auditeurs licenciés?

Une autre raison, et bien plus forte encore, est que l'un des auditeurs nommés aurait égaré le livre des minutes dans une cause de

\$120,000 dans laquelle la Ville de Lachine est exposée à être contrainte, de ce fait, à payer cette somme, pour la construction de logements dits ouvriers, il y a quelque sept ou huit ans.

A moins donc que le maire n'obtienne satisfaction, il se doit à lui-même et il doit à la population de Lachine de persévérer dans sa résolution, malgré les instances qui sont faites auprès de lui pour le faire changer d'idée.

Dans le cas d'un refus de revenir à l'hôtel de ville, un maire temporaire serait nommé, choisi par le Conseil parmi ses membres, et il y aurait élection pour un siège échevinal.

Mais en décembre, quelle réception attendrait les échevins qui ont voté contre le veto? Ceci est bien propre à les rendre pensifs.

Nous avons dans ces colonnes réclamé la nomination d'un auditeur licencié pour la vérification des livres des minutes dans une cause de

(A suivre à la page 2)

# CHRONIQUE DE LACHINE

(Suite de la première page)  
vres de notre Commission scolaire, et nous avons gagné notre point. Si la résolution adoptée unanimement par les membres de la Commission ne se trouve pas dans les minutes — et il paraît qu'elle ne s'y trouve pas — dormez en paix, MM. les contribuables, car le petit "kaiser" de la Commission devra l'inscrire malgré lui, je ne vous dis que ça!

### SONT-ILS SINCERES?

Un journal local disait récemment, en parlant de l'annexion projetée de notre Commission scolaire à ville de Montréal: "La totalité des membres de la Commission sont favorables à cette annexion". Eh bien, mon vieil Édouard Richer, s'ils sont tous favorables, beaucoup ne le montrent guère.

Au contraire, il y a quelques jours, l'un de ces messieurs déclarait qu'il comprenait pourquoi une telle demande était faite. Quant aux autres, nous avons comme seule preuve, s'ils sont favorables au projet cette résolution passée à l'assemblée de notre commission le 26 août 1932, laquelle ne fut jamais entrée dans le livre des minutes, tant notre secrétaire de la commission a cru que cette résolution était pour rire: "Que des démarches devaient être faites auprès de la Commission scolaire de Montréal afin de savoir à quelles conditions notre Commission scolaire pouvait être annexée à Montréal". Cette résolution ne fut jamais entrée dans les minutes, et MM. les commissaires étaient favorable à l'annexion, le moins qu'ils eussent été capables de faire, c'aurait été d'insister pour cette entrée afin de montrer leur sincérité.

### BELLES ECONOMIES

Nos commissaires seront favorables à l'annexion si elle leur est imposée malgré eux, à cause des économies de taxes dont ils bénéficieront. Le commissaire Deslauriers étant évalué à \$5,930 et payant \$68.19 par année, il ne paiera que \$41.51 avec l'annexion et sera content de prendre la différence, soit \$26.68 par année. Quant au commissaire H. Morin, étant évalué à \$7,901.45 et payant \$90.86 par année, il sera favorable à garder pour lui \$35.55 par année, qu'il économisera une fois l'annexion adoptée. Pour le commissaire Allard, qui est évalué à \$24,905, payant \$286.40 de taxes scolaires par année, il n'y a aucun doute que lui aussi sera favorable à garder dans sa poche un montant de \$112.07 qui sera le montant qu'il aura à payer en moins si l'annexion se fait.

Tant qu'au Commissaire Bélanger qui est le seul qui a montré qu'il était sincère lorsqu'il demandait l'annexion, parce qu'il ne craint pas de payer de sa poche une partie du montant qu'il en coûtera pour faire adopter un bill semblable à Québec, évalué à \$17,295 il a tous les ans à payer \$198.89 de taxes scolaires. Si l'annexion se fait il n'aura à payer que \$121.06 par an.

née soit une économie de \$77.83 par année. Et nous savons qu'il est favorable parce qu'il n'a pas craint non seulement de faire une demande d'annexion, mais il paie de sa poche pour que la chose se fasse. Vous avez ici le "Podigree" des quatre commissaires, au public de juger lequel des quatre est le plus sincère! Se dire en faveur d'une chose et ne rien faire pour l'obtenir, ça sent le bluff, et c'est exactement la position des commissaires Deslauriers, Morin et Allard.

On dit encore: "Nous serons pour l'annexion si l'on nous démontre que nous bénéficierons du même taux qu'à Montréal, soit une taxe de 70 centins par \$100 au lieu de \$1.15 que nous payons actuellement." Or le président de la commission, l'abbé Therrien, en qui on ne saurait manquer de confiance, déclare que les finances de celle-ci sont en parfait état. Rien ne saurait donc s'opposer à l'annexion de plain-pied avec Montréal.

### ENCORE LES SECOURS!

Différentes plaintes ont été soumises au Comité des Secours directs, qui a siégé à Lachine lundi soir. Des informations ont été reçues à l'effet que, dans la journée de lundi, deux dames, deux belles-sœurs, sont entrées dans un magasin de Lachine pour s'informer du prix du poisson: "Trois livres pour 25 centins, aurait-il été répondu — J'en prends trois livres, dit l'une", et elle payait argent comptant. Sa belle-sœur dit à un marchand: "J'en veux trois livres", et pour paiement elle donna un bon du secours direct de la ville de Lachine. — "Ah! aurait répondu le marchand, ce n'est pas la même chose, pour de l'argent c'est trois livres pour 25 centins, mais avec un bon c'est deux livres pour 25 centins." Elle refusa et la chose fut rapportée au comité du Secours direct, lundi soir.

Il paraîtrait, d'après un chômeur, qu'il en coûte quarante pour cent plus cher à un chômeur qui achète avec des bons de secours que d'acheter avec de l'argent. Cela, après une enquête faite par un comité de chômeurs. Mêmes différences dans le prix, le poids et la quantité, qu'il s'agisse de pain, beurre et oeufs.

Les médecins de Lachine refusant de prodiguer plus longtemps leurs soins à des malades qui ne les paient pas, le Dr Sylvio Roch, de notre département municipal d'hygiène, a reçu l'ordre de se consacrer à l'avenir à cette mission. Si l'état de choses mentionné plus haut, à propos de la livraison des marchandises continue, des plaintes seront faites au gouvernement provincial avec prière de faire enquête.

Lorsque ces faits ont été portés à la connaissance du Comité des Secours Directs, à la séance de lundi, demande fut faite de tenir la chose absolument secrète, afin que les journaux ne s'en emparent pas. Que personne ayant des réclamations à faire valoir ne se gêne néanmoins de paraître devant le Comité pour exposer ses griefs.

DANGEAU

# ECOLE TECHNIQUE

200, rue Sherbrooke Ouest, Montréal

## COURS D'AUTOMOBILE

Un cours complet de mécanique et d'électricité d'automobile préparant aux examens de mécanicien en véhicules-moteurs. Moteurs modernes de tous genres. L'Ecole Technique de Montréal est la seule autorisée à faire passer ces examens. Nos diplômés sont recherchés par tous les bons garages. Pas de promesses irréalisables, mais des faits. Venez ou écrivez.

Le prochain cours commencera le 13 Mars 1933.

# LES LOTERIES A L'ORDRE DU JOUR A QUEBEC ET A PARIS

Si dans le Québec on en demande l'établissement, on en demande le rétablissement en France, où elles furent autrefois très populaires et fructueuses.

M. Hector Authier, député de l'Abitibi à la Législature, propose une loterie provinciale afin de venir en aide aux finances du Québec, en tenant compte de la passion de la population canadienne, et de toute origine, pour le "risque". Cette proposition pourrait aussi bien être transportée dans le domaine fédéral et municipal, car là encore, le besoin d'argent n'est pas mince.

La question des loteries n'est pas redevenue d'actualité seulement que dans notre province, puisqu'en France aussi elle est sérieusement agitée, comme en témoigne cet article puisé dans un journal français très sérieux:—

### LE CRI DE PARIS

Lors de la manifestation des contribuables, à Paris, le 28 janvier, ceux-ci réclamèrent le rétablissement de la Trésorerie par une loterie nationale. Ce souhait tend à renouer une tradition interrompue en France, mais qui durait encore au début du XIXe siècle.

Chaque ville de l'Italie, chaque ville de Suisse ou de Hollande ont déjà leurs loteries, lorsque, en 1539, François Ier l'autorise à son tour, afin d'éviter que l'or des princes et des bourgeois n'alimente ailleurs la roue de la fortune. Mais le Parlement ne veut pas de loterie. Il se flatte de sauvegarder la moralité publique; la folie du jeu qui ravage l'Europe l'inquiète. A cinq reprises, il casse les lettres-patentes, ordonnances et tolérances accordant la distraction favorite.

Peine perdue. Au lieu d'une seule loterie dans le royaume, il y eut des loteries dans chaque province, dans chaque ville. L'Eglise, d'ailleurs, prit parti pour le jeu, et le père capucin Ménétrier écrivait une *Dissertation sur les loteries* dans laquelle il expliqua que, se faisant en présence de l'archevêque de Paris, en qualité de "père des pauvres", les tirages ne pouvaient rien avoir que de moral.

### AU XVIIe SIECLE

Au contraire de ses prédécesseurs, Louis XIV interdit les loteries; elles persistent et l'église leur resta favorable. L'abbé Languet ayant organisé une loterie monstre, l'église Saint-Sulpice, à demi en ruines, fut restaurée. Les collèges et communes, les baillages suivirent le branle. L'Ecole militaire, l'hospice de la Pitié, la coupole du Panthéon durent le jour à cet engouement.

Le 30 juin 1776, nouvelle modification. Les loteries de l'Ecole royale militaire, des Enfants-Trouvés, de Piété et autres analogues sont supprimées en bloc et fondées dans la Loterie royale de France.

### SOUS LA REVOLUTION

Vient la Révolution. Elle ne pouvait tolérer "ce fléau inventé par le despotisme pour faire taire le peuple sur sa misère, en le leurrant d'une espérance qui aggrave sa calamité". Elle supprime la loterie; immédiatement, plus de 2,000 loteries non contrôlées surgissent dans Paris, nids d'escrocs et de dupes. Il fallut céder. Le 9 vendémiaire an VI, on rétablit la loterie nationale interdite le 25 brumaire an II.

Sous l'Empire, toute liberté fut accordée aux joueurs de se divertir aux caprices des chances simples et des chances déterminées, au va-et-vient de l'extrait, de l'ambe, du terné, du quaterne et du quine. Une seule roue, d'abord, à Paris. Puis quatre autres à Lyon, Bordeaux, Lille et Strasbourg. 150 bureaux recevaient les mises à Paris, 400 en province. En 1810, 900 en province; en 1815,

600. La mise était libre. 90 numéros contenus dans 90 étuis servaient aux tirages.

### LE TRIOMPHE DE LA LOTERIE

La Restauration c'est le triomphe, la plus brillante époque de la loterie. D'après les estimations de Laplace, dans son calcul des probabilités, les chances de sortie d'un extrait étaient de 1 sur 18, ce qui veut dire qu'en cas de sortie, le gagnant aurait dû toucher 18 fois sa mise. Il ne la touchait que 15 fois. De même pour un ambe, probabilités de sortie, 400 fois et demie; remboursement réel: 270 fois. Pour un terné: probabilités: 11,848 fois, remboursement réel: 5,500 fois. Et ainsi de suite. Les gains du Trésor étaient donc considérables.

De 12 millions en 1784, le produit brut de la loterie atteignit 30 millions sous le Directoire; en 1810, il s'éleva à 83 millions. En 1818, il se fixa à 58 millions et se maintint à ce chiffre jusqu'en 1826. A ce moment, il commença à décroître de 51 millions en 1826, à 33 millions en 1835.

En 1836, toutes les loteries furent condamnées d'un seul coup.

A. de Bersaucourt.

## PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'HEURE PRESENTE (1)

Les récentes conférences de M. Lucien Romier y jettent une vive lueur.

Ceux qui n'ont pu ou voulu écouter les conférences que Lucien Romier a faites à Montréal, l'an dernier, ont manqué là une rare occasion de prendre d'excellentes leçons d'économie politique ou, si l'on préfère, de politique économique, de s'abreuver aux sources mêmes d'un savoir qui ne demandait pas mieux que d'être cueilli et répandu. Mais ces indifférents peuvent maintenant se rattraper en lisant le livre que l'éditeur Albert Lévêque vient de lancer et où l'on trouvera, in-extenso, cette série de conférences judicieusement libellées: "PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'HEURE PRESENTE".

Entre nous, ce livre est fort bien pu se passer des deux hors-d'oeuvres indigestes qui le précèdent et du dessert, bien superflu, qui le termine, car le plat de résistance, préparé par le "chef" Romier lui-même, qui s'y connaît, est situé à lui seul un repas complet, parce qu'émimentement substantiel et renfermant tout le nutritif intellectuel voulu. M. Romier, qui sait beaucoup de choses, qui a voyagé, médité, lu et écrit, nous intéresse surtout par sa profonde connaissance du sujet qu'il traite. Il la connaît dans les coins, comme on dit. Cependant, tout complet qu'il soit, il nous laisse un peu l'impression qu'il ne nous dit pas toute sa pensée quand il nous promène en Europe, dont il décrit les méthodes économiques, puis aux Etats-Unis où, depuis un certain nombre d'années, il semble avoir étudié la situation économique d'assez près. C'est que M. Romier est peut-être, en dernière analyse, le représentant officieux du capitalisme officiel français ou son délégué officiel, car il s'en réclame tout en jugeant avec sévérité, mais sans chercher à lui entrevoir de successeur possible. Il reconnaît la nécessité de renouveler les formules capitalistes, mais ne va pas plus loin. C'est le constatateur du présent plutôt que le préparateur de l'avenir. Il veut bien rajouter l'habit capital, mais pas le remplacer par un autre d'une coupe moins traditionnelle. C'est un opportuniste de l'économie chez qui l'objectivité de l'observation est relativement restreinte, à en juger d'après les apparences.

Avec lui, nous touchons la crise du doigt, si l'on peut dire. Il nous

rappelle, entre autres choses, qu'elle provient de l'imprévoyance du capitalisme dont la mentalité s'est peu à peu fourvoyée dans ce dédale mystérieux d'une spéculation échevelée qui lui a fait hypothéquer l'avenir avec un enthousiasme presque enfantin. Le capitalisme s'est démodé, réaliste quand il a voulu accélérer le rythme de la production sans se soucier, dans une mesure équivalente, des possibilités de consommation.

Grâce à M. Romier, nous voici un peu plus renseignés sur l'économie européenne et américaine que par le passé, plus que nous nous étions donné la peine d'en apprendre jusqu'à ce qu'il vienne secouer notre torpeur. Il nous montre surtout l'évolution économique d'après-guerre dont les écarts et les excès ont déraciné bon nombre d'agriculteurs, qui sont des "nécessités", pour en faire des manœuvres d'usines, dont beaucoup ne sont que des "commodités". Aussi ces derniers n'ont pas tardé, lors de la réaction inévitable d'après 1929, à grossir l'armée des chômeurs. Mais où diable prend-il que, parmi ceux-ci, il y en a "beaucoup" qui sont des chômeurs chroniques, gens qui, de tous temps, ont pensé que le travail n'était pas naturel parce qu'il "fatiguait"? Qu'il y en ait toujours eu, qu'il y en ait encore, personne ne le conteste, mais de là à prétendre qu'il y en a beaucoup, il y a loin. C'est même, à notre avis, une proposition plutôt risquée, car elle ne saurait se réclamer d'aucune espèce de statistique sérieuse. Cette boutade de la part d'un homme bien renseigné par ailleurs n'est peut-être, à tout prendre, qu'une hypothèse commode et rien de plus.

Son opinion sur le problème russe, en supposant qu'il nous l'ait donnée entière, est utile à noter. Il

# COLOMBIENS VS PERUVIENS



Sera-ce la guerre entre la Colombie et le Pérou pour le petit port de Leticia, ou cela se passera-t-il en bravades, comme d'ordinaire en Amérique du Sud? On voit ici le gouvernement colombien passant sérieusement en revue les cadets de l'Ecole militaire. De gauche à droite, le général Anibal Angel, secrétaire du ministre de la guerre, M. Augustin Morales Olaya, ministre de l'Intérieur; le président Herrera, et M. Carlos Orube Gaviria, ministre de la guerre.

celui qu'il goûtera le plus, nous en sommes persuadés, ce sera de lire et de faire lire les belles conférences dont il aura bien voulu honorer la métropole canadienne.

(1) "PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'HEURE PRESENTE", par Lucien Romier. — Editions Albert Lévêque, Montréal.

**Un murmure de CONTENTEMENT**

**LE COKE LASALLE** tient la maison à une température uniforme et confortable par n'importe quel temps. Il sauvegarde la santé de la famille, prévient les rhumes et les refroidissements. Commandez - en une tonne aujourd'hui et vous comprendrez pourquoi il y a des fervents du COKE LASALLE dans des milliers de maisons. L'argent que vous économisez sur chaque tonne peut vous être commode.

★

**IL EST FACILE A UTILISER**

- 1—EMPLISSEZ LE FOYER JUSQU'AU HAUT. Ayez toujours un feu épais. Ceci est très important!
- 2—AGITEZ MOINS. Environ une fois par jour. Le matin jusqu'à ce que quelques étincelles apparaissent. Ouvrez les prises d'air jusqu'à ce que le feu soit bien attisé — remplissez et coupez l'air.
- 3—MOINS DE TIRAGE. — Ne forcez pas le feu. Fermez la prise d'air du bas — fermez la clef du tuyau pour conserver la chaleur. Tenez le réceptacle à cendres propre.

N'hésitez pas à appeler la COMPAGNIE LASALLE COKE si vous avez besoin d'aide. — Marquette 6221

**LASALLE COKE**

Appelez votre fournisseur ou MA. 6221

## LE SAUVETAGE DE L'OPERA DE NEW-YORK

Une idée originale de Mme Marcella Sembrich

Mme Marcella Sembrich, la grande cantatrice qui fit ses débuts aux Etats-Unis au Metropolitan Opera en 1883, à la conviction profonde qu'il faut sauver à tout prix le Metropolitan. Il serait incroyable, dit-elle, que cette salle de spectacles fût fermée à New-York.

Que faut-il faire? La grande artiste suggère que tous les amateurs de T. S. F. contribuent à sauver le Metropolitan en donnant chacun d'eux une petite somme d'argent.

Mme Sembrich a déjà commencé des démarches dans ce sens. Elle a demandé à ses voisins de la maison à appartements coopératifs où elle habite, Central Park Ouest, de payer de 25 cents à \$1 par mois pour avoir, le droit d'écouter l'opéra à la radio.

Mme Sembrich pense qu'une contribution volontaire semblable serait plus que suffisante pour parfaire les \$300,000 nécessaires pour assurer une autre saison de l'opéra. On sait que celui-ci vient de recevoir \$50,000

## CARTES D'AFFAIRES

**BERCOVITCH, COHEN & SPECTOR**  
Avocats Procureurs  
Tél. MAin 5100-5101  
414 rue St-Jacques Ouest.

Le journal "L'Autorité", faisant affaires sous la raison sociale de "L'Autorité Enregistrée", a ses bureaux de rédaction et d'administration au no 3954 Parc Lafontaine, Montréal. Il est imprimé à "L'Eclairneur Inc.", 1723 rue, Saint-Denis, Montréal.

d'une Fondation, comme on appelle certains fonds spéciaux aux Etats-Unis, créés par de généreux particuliers.

"Ce que vaut votre téléphone"



## Votre fidèle serviteur

Votre téléphone travaille vingt-quatre heures pour vingt-quatre heures par jour. Toute l'année, il vous sert fidèlement, jour et nuit. Il vous fait entendre la voix d'amis chers et leur transmet vos paroles. Que de temps il vous épargne de mille manières. Il vous sert dans les cas d'urgence et en tout temps au salaire minime de quelques sous par jour.

**Pour 30 Cents**

vous pouvez téléphoner à environ 100 milles de distance en utilisant le service de nuit. Voyez la liste des taxes aux premières pages de votre annuaire de téléphone. Le service de "Longue Distance" est facile à utiliser; il est clair, rapide et économique.



# LES SPORTS

## NOS ARBITRES FORT CRITIQUES AUX ETATS-UNIS

Depuis dès le début de la saison de hockey, quelques clubs de la Nationale s'efforcent peut-être plus par la plume que par le hockey, à conquérir le championnat mondial sur la glace. Surtout depuis l'incident de la partie Canadiens-Bostons, à Boston, il y a quelques semaines, alors que l'arbitre Cooper Smeaton fut si malmené, Rangers, Leafs, Bruins et de façon plus violente, Américains, ont tempêté contre les arbitres après une défaite, mais n'ont pas manqué de critiquer haut leur infailibilité après chaque victoire.

Après leur défaite de samedi dernier à Montréal aux mains des Canadiens, les Américains n'ont pu trouver mieux que de mettre en doute l'honnêteté de Georges Mallison et cela ouvertement, à New York du moins, si l'on en croit les rapports des journaux new-yorkais. Ils vont jusqu'à affirmer que Mallison n'a d'autre but que d'assurer la participation des Canadiens aux toutes éliminatoires.

Bill Dwyer, le président des Américains, est parti en guerre contre Mallison qui n'est resté en place que grâce à la volonté ferme de Frank Calder, le président du circuit. Cependant l'ère du messire Dwyer s'explique bien lorsque l'on songe que nos Canadiens ont délogé les New-Yorkais de la troisième place et par conséquent des parties finales.

Afin de couper court à toute critique, Jos. Cattarinich,

le vétéran du hockey qui poursuit en enseignant beaucoup aux magnats américains, tente de concilier tous les esprits en suggérant que les arbitres soient nommés pour toute la série de matchs entre deux clubs, et cela avant l'ouverture de la saison.

Cooper Smeaton n'arbitrera certainement pas les six parties entre Canadien et Boston l'an prochain, s'il attend l'invitation de Charlie Adams. Mais nous ne serons pas surpris que Bill Stewart soit chargé de légiférer dans les rencontres Boston-Rangers.

Les Américains semblent satisfaits du travail de Stewart et Pravidl. L'un, comme on a pu en juger, est d'une ignorance grossière en matière de hockey et l'autre manque d'expérience. Leurs décisions favorisent évidemment les ambitions de Bill Dwyer. Mais il n'est pas probable qu'ils soient choisis pour arbitrer les parties Canadiens-Américains. L'alone protesterait et avec raison, comme le ferait d'ailleurs tout gérant de club désireux d'obtenir justice.

Qu'apporteront toutes ces disputes au sein de la National Hockey League, à l'avenir du hockey professionnel? Une scission dans la ligue et la formation d'une nouvelle ligue aux Etats-Unis? L'assemblée des gouverneurs en mai prochain nous causera certainement des surprises.

## DIVERGENCES D'OPINION ENTRE JOHN MCGRAW ET CONNIE MACK

Ces deux rivaux depuis 27 ans et adversaires dans les séries mondiales de 1905, 1911 et 1913, Connie Mack et John McGraw, ne s'accordent pas du tout quand il s'agit de choisir le plus grand joueur de baseball de tous les temps.

Connie Mack nommait il y a quelques semaines Ty Cobb comme le meilleur joueur jusqu'à présent, mais McGraw répudie ce choix et réclame la palme pour Hans Wagner.

Les vieux Baltimore Orioles de 1894, 1895 et 1896, les Cubs de 1906, 1907 et 1908 et les Athletics de 1910 à 1914 furent, selon l'opinion de Connie Mack les plus puissantes équipes de baseball qui furent en existence. Son rival est d'accord avec lui quand aux Orioles et aux Athletics, mais prétend que Mack a considérablement exagéré la valeur des Cubs.

Connie et John s'accordent cependant pour dire que Christy Mathewson fut le lanceur ayant le plus de fini dans tous les départements, mais Mack ne va pas plus loin. McGraw de son côté, choisit des joueurs pour toutes les positions. Voici la liste qu'il fournit pour l'équipe qu'il aurait aimé diriger:

Rogers Bresnahan, receveur; Christy Mathewson, lanceur; Frank Chance, premier-but; Eddie Collins, second-but; Hans Wagner, court-arrière; Jimmy Collins, troisième-but; Ty Cobb, champ-gauche; Tris Speaker, champ-centre; Babe Ruth, champ-droit; Ned Hanlon ou Connie Mack, gérant.

McGraw choisit Wagner de préférence à Cobb sous prétexte qu'un court-arrière est beaucoup plus précieux à un club qu'un extérieur.

"Wagner pouvait faire n'importe quoi", dit John. "Il pouvait cogner dans toutes les directions, il couvrait beaucoup de terrain et excellait dans les doubles-jeux. Il possédait aussi un bon bras, fut assez rapide pour voler 65 buts durant une saison, il était très intelligent et avait une humeur de batailleur et de gagnant."

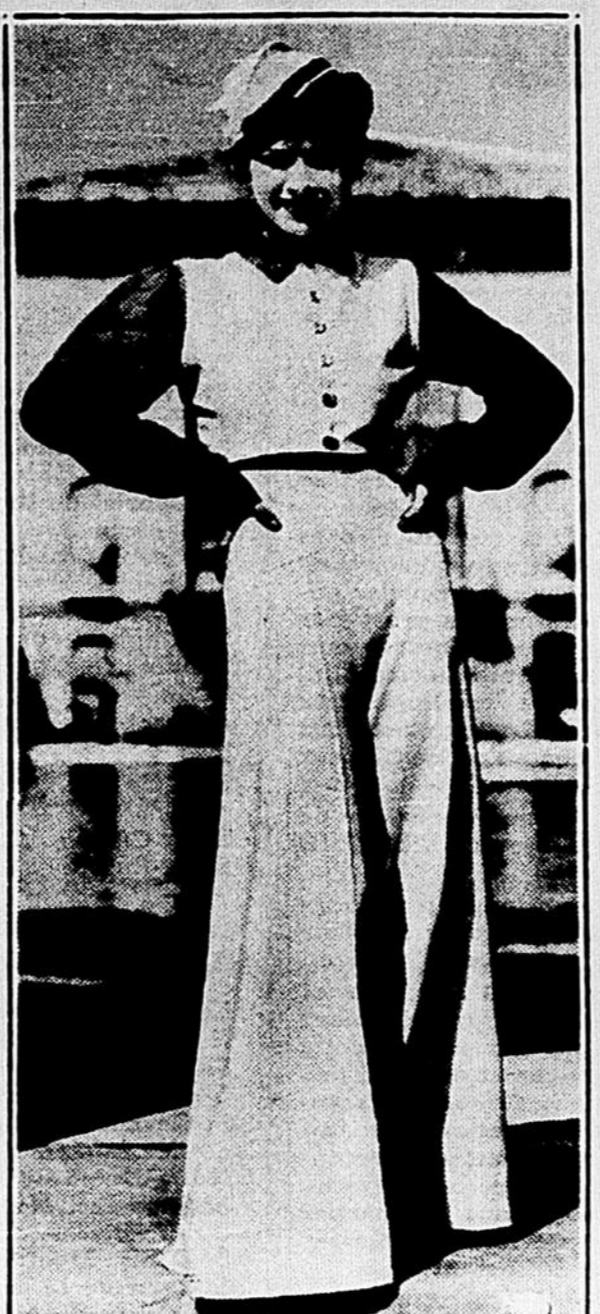
On peut différer d'opinion avec McGraw au sujet de Chance, qui a la préférence sur des hommes comme Hal Chase, qui est généralement classé premier, Lou Gehrig ou Bill Terry, des étoiles actuelles, mais l'ancien gérant des Giants croit que sa nomination est juste.

Il donne l'avantage à Eddie Collins sur Nap Lajoie par une faible marge et il croit qu'un extérieur comprenant Wee Willie Keeler, Hughie Duffy et Delahanty seraient aussi bon que le trio qu'il a nommé.

McGraw croit que ses Giants de 1904 et 1905 furent le meilleur équipe qu'il conduisit et il ajoute que ses lanceurs Mathewson, John McGraw, Hooke Wiltse, Red Ammas et Dummy Taylor formaient le meilleur département de variétés que l'on puisse désirer.

McGraw fait aussi remarquer que les anciens Orioles n'avaient que 17 joueurs sur leur équipe mais que c'était tout de grandes étoiles. Wilbert Robinson était receveur, Sadie McManhan était premier lanceur, Dan Brubthers jouait au 1er, le défunt Kid Gleason au 2e, Hughie Jennings au court-arrière et McGraw lui-même occupait le 3e but. Keeler, Brodie et Joe Kelly formaient l'extérieur.

## CARICATURISTE RENOMMEE



Gladys Parker, caricaturiste américaine renommée, créatrice de "Flapper Fanny", photographiée au cours d'une vacance à Miami.

# NOS THEATRES

## AU CINEMA DE PARIS

"L'Enfant-Martyr", avec Harry-Baur et Robert Lynen, un drame d'une grande puissance psychologique.

"L'Enfant Martyr", une production qui possède assez de profondeur et de puissance psychologique pour impressionner fortement l'importeur quel auditoire, sera mise samedi prochain à l'affiche du Cinéma de Paris. Duvivier, le réalisateur de "L'Enfant Martyr", s'est attaché à dégager le côté sensible des caractères, laissant de côté toute bavure romanesque. Aidé par l'intelligente interprétation de Harry-Baur, et celle extraordinaire du jeune Robert Lynen, son film est émouvant, très beau par ses images, et empoignera tous les spectateurs. La photo du film est merveilleuse de clarté et de joliesse. Les décors sont splendides et exacts de la campagne française. Les critiques européens ont classé d'emblée cette production comme l'une des cinq meilleures de 1932.

L'action de "L'Enfant-Martyr" se centralise autour du douloureux calvaire qu'a à gravir un bambin qui, assoiffé d'affection, ne rencontre chez sa mère qu'une marâtre cruelle, chez son père qu'un être indifférent. Le scénario nous dit alors les émouvantes aventures du pauvre gosse qui, de souffrance en souffrance, en vient à machiner en son jeune cœur des projets tragiques où le scénario puisera ses plus horribles couleurs. Voilà un film qu'il faut voir, une leçon de choses d'un caractère audacieux, nouveau, un spectacle dont la poignante vérité intéressera douloureusement l'auditoire.

## AU CINEMA IMPERIAL

"Don Juan de la Montagne" (Maurin des Maures), d'après l'oeuvre de Jean Aicard, prend l'affiche.

"DON JUAN DE LA MONTAGNE" (Maurin des Maures), le meilleur film d'extérieurs qui a été réalisé en France, prend l'affiche au théâtre Imperial, aujourd'hui.

Cette production d'André Hugon, qui nous apporte tout le soleil du midi, poursuit présentement à travers l'Europe un succès qui s'affirme chaque jour davantage et ne devrait pas avoir moindre retentissement en Amérique. Toute la poésie de l'oeuvre célèbre de Jean Aicard se reflète dans une succession d'images, dont la fraîcheur n'est égalée que par la splendeur d'interprétation. Berval, l'une des idoles des boulevards parisiens, la jolie Jeanne Boitel, Nicole Vattier, une nouvelle vedette d'un jeu très sensible, sont les principaux interprètes de cette pièce: un film de bon goût, d'un scénario fascinant, d'un intérêt plaisant.

"DON JUAN DE LA MONTAGNE" nous dit l'histoire de Maurin, roi des Maures, chasseur et bon vivant, qui s'amourache sérieusement de Tonia, fille du garde-forestier Orsini. Mais Tonia est fiancée à son compatriote, le gendarme Corse Sandri, qui jure de se venger de Maurin et de le perdre aux yeux tendres de Tonia. Un forcené met le feu à la broussaille du maquis et Sandri accuse Maurin. Finalement tous les crimes dont on chargeait Maurin lui sont enlevés et il pourra triomphalement abdiquer sa vie de coureur de filles en jurant mariage et fidélité à Tonia.

Vu la qualité exceptionnelle de ce film, la beauté et la longueur du sujet, ce sera la seule production au programme, mais le spectacle comprendra un choix nouveau et varié de courts sujets.

## IMPERIAL

Commençant aujourd'hui le chef-d'oeuvre de la littérature Devenu celui de l'écran

"LE DON JUAN DE LA MONTAGNE" d'après "MAURIN DES MAURES" de Jean AICARD, de l'Académie Française avec BERVALL, Jeanne Boitel, Nicole Vattier, Agulastapace production G.F.P.A.

## CHATTERTON AU CAPITOL

Ruth Chatterton sera dès demain la grande vedette du Capitol, dans "Frisco Jenny", un drame dont l'action se passe dans le monde interlope de San Francisco, aux jours qui précèdent le fameux incendie. Frisco Jenny rachète toutes ses erreurs en faisant un héroïque sacrifice à l'amour maternel. Dans le second film à l'affiche, "Employees' Entrance", Warren William incarne un rude gérant général de magasins à rayons qui met toutes les considérations d'humanité au second rang, dès qu'il s'agit d'assurer des profits à sa firme. Loretta Young et Wallace Ford sont de la distribution.

## A L'ORCHESTRE DE MONTRÉAL DIMANCHE

Madame Gabrielle Méthot, pianiste canadienne, est l'invitée d'honneur.

La distinguée pianiste canadienne, Mme Gabrielle Méthot, qui a obtenu de si grands succès à Paris et à Londres, sera l'artiste invitée de l'Orchestre de Montréal, le 12 mars prochain, au théâtre His Majesty's.

Mme Gabrielle Méthot est une élève du grand pianiste et compositeur Roger Ducasse, avec lequel elle a donné maintes auditions à Paris.

La presse parisienne et celle de Londres ont été particulièrement élogieuses pour le talent de notre compatriote. Les journaux de Londres ont loué sa manière de jouer les oeuvres de Chopin comme ils ont remarqué la perfection de son mécanisme et la beauté du son qu'elle sait tirer du piano. Le "Courier Musical de Paris" a souligné la dédicatresse et l'autorité de son interprétation.

Mme Gabrielle Méthot est née à Trois-Rivières. Elle fut nommée, en 1914, professeur de piano à la Royal Academy de Londres. Élève de Thobias Matthay, dont l'école est universellement connue, Mme Méthot développa de belles qualités de style et d'exécution.

Le séjour de Mme Gabrielle Méthot au Canada sera de courte durée, car l'excellente artiste est rappelée en Europe par de nombreux concerts et son école de musique.

Mme Gabrielle Méthot irradiera de Londres pour la zone canadienne dans la dernière semaine d'avril.

## RACHMANINOFF ET LA MUSIQUE CLASSIQUE

Serge Rachmaninoff croit que si notre époque doit avoir de la grande musique, il nous faut retourner vers les sources fondamentales qui firent la beauté de la musique du passé.

Le fameux pianiste russe, qui demeure toujours par ses qualités d'esprit au-dessus du plan des simples mortels, se fera entendre ici en récital le 27 mars, au théâtre His Majesty's. Il faut l'entendre parler de la musique moderne.

"Pour moi, dit-il, elle marque un recul. Je ne crois pas qu'il en puisse sortir rien de grand, parce qu'il lui manque l'essentiel, le cœur. Le poète Henri Heine a dit un jour: "Ce que la vie nous enlève, la musique nous le rend." C'est peut-être la musique d'aujourd'hui qui l'inciterait à parler ainsi. De façon générale, elle ne donne rien. La musique doit apporter un réconfort. Elle doit réhabiliter l'esprit et l'âme du peuple. La musique moderne n'accomplit rien de cela. La musique ne peut pas se contenter de rythme et de couleur. Elle doit révéler les émotions du cœur."

Mais sur le compte des interprètes, le grand compositeur est plus consentant.

"Il y a plusieurs artistes capables parmi les jeunes pianistes, dit-il. Le piano ne court pas le danger d'être privé de grands virtuoses. Il y a cinquante ans, Anton Rubinstein faisait observer: "Aujourd'hui, presque tous ceux qui jouent du piano sont de bons pianistes". Cette vérité est devenue encore bien plus évidente de nos jours."

Un indiscret demande son âge à une dame:

— Attendez que je compte... Je me suis mariée à 20 ans, mon mari en avait 30. Il en a maintenant le double... donc, j'ai 40 ans.

## LES BOXEURS ONT BESOIN DE PROTECTION DANS L'ARÈNE

L'incident fatal de la rencontre Carnera-Schaaf au Madison Square Garden a grandement démontré aux amateurs qu'il était temps d'induire les seconds à user d'un peu plus de pitié envers les pugilistes de temps en temps. Plusieurs exemples de cruauté révoltants se sont produits récemment.

Ainsi, il y a quelques jours, Frank Battaglia se battit pendant quatre rondes avec un oeil complètement bouché. Il risquait de perdre la vue. Peu de jours plus tard Jerry Mazza fut culbuté à la dernière ronde et l'on s'aperçut qu'il souffrait d'une fracture du crâne infligée à la 5e ronde. Sa vie est en danger et sa carrière de boxeur ruinée.

Il serait nécessaire d'implanter un peu plus de jugement dans la cervelle de certains seconds. Au cours de la bataille Battaglia-Joby, Flicgel cependant l'un des seconds réputés parmi les plus intelligents, agissait pour Battaglia. Il est aussi un grand ami intime de son protégé; Mazza était secondé par Jimmy Bronson, aussi d'une grande capacité. Et pourtant tous deux se sont contentés d'agir comme des spectateurs et ont laissé leurs boxeurs encaisser des coups qui auraient pu avoir des suites très graves.

On comprend cependant que les gérants, dans des cas semblables, comptent toujours sur un retour de leurs protégés. Battaglia est un batailleur d'un grand courage et possédant une droite terrible. Il avait couché auparavant Ben Joby en une ronde. Dans cette seconde bataille, le championnat poids-moyen était en jeu et naturellement Battaglia tenait à ne pas être battu. Vers le milieu du combat il eut un oeil bouché sur lequel Joby se mit à frapper de toutes ses forces.

Dependant les seconds de Frank continuèrent à le renvoyer dans l'arène, espérant toujours qu'il parviendrait à placer sa fameuse droite qui l'a rendu célèbre. Le miracle ne put se produire et l'on fut forcé d'arrêter le combat.

Dans la rencontre Mazza contre Al Roth, les seconds s'entêtèrent également à renvoyer le premier dans l'arène, après qu'il eut été couché deux fois par Roth. A la fin du combat on s'aperçut qu'il avait le crâne défoncé.

Pour rendre justice à Bronson, cependant, on doit dire qu'il voulait à la cinquième ronde arrêter le combat. Il n'était pas le gérant mais seulement le second de Mazza. Il laissa continuer le combat sur l'ordre formel du gérant.

Il est fort probable que les Commissions de boxe tant aux Etats-Unis qu'au Canada prendront bientôt des mesures nécessaires afin de protéger de façon plus effective les vies humaines mises en danger dans ces luttes de géants. Les bouche-ries dont on est trop souvent les

## LES ÉCHECS AU CERCLE RENAISSANCE

Belles parties, mardi dernier, parties mouvementées s'il en fut jamais, joutes de pensée et d'adresse où les coups difficiles, les combinaisons de "derrière les fagots" se suivaient avec rapidité mais ne se ressemblaient pas.

Lamarche et Seiden, en particulier, se livrèrent un combat homérique, celui-ci cherchant toujours à capturer la dame de celui-là, mais sans arrière-pensée, bien entendu. M. Hay, un nouveau membre, signala son entrée au Cercle en administrant une raclée bien conditionnée au champion de la rue Saint-Denis, M. Beauchemin. Ce dernier, décemment mal en train, succomba également sous les assauts répétés de P.-W. Marrie. Lapointe et Hershabin se surpassèrent au point qu'ils ne sont pas encore revenus de leur étonnement au moment où nous allons sous presse. Quant à Georges Marrie, il se surpasse à l'envers de plus quelque temps, pendant toutes ses parties avec une régularité telle qu'il ne semble jouer que pour donner gain de cause à tous ses adversaires. Il s'arrange toujours pour perdre, comme il y en a qui s'arrangent pour gagner. René Marion, "le rempart de l'Est", brillait par son absence, mais il nous a laissé entendre qu'il compte bien rattrapper le temps perdu mardi prochain, lors de la prochaine séance.

Voici le classement des joueurs après les dernières joutes:—

| Nom           | P.G. | P.P. | Total |
|---------------|------|------|-------|
| Hay           | 1    | 0    | 1 100 |
| Beauchemin    | 17   | 5    | 22 77 |
| Marrie, P.-W. | 12   | 8    | 20 60 |
| Hershabin     | 3    | 2    | 5 60  |
| Lapointe      | 11   | 11   | 22 50 |
| Seiden        | 9    | 10   | 19 47 |
| Lamarche      | 8½   | 10½  | 19 44 |
| Marion        | 5½   | 7½   | 13 42 |
| Marrie Geo.   | 4    | 17   | 21 11 |

## FOUDELADAME.

## LA RENCONTRE DES DEUX MAX AU STADE DES YANKEES

La rencontre entre Max Schmeling et Max Baer aura lieu le 1er ou le 8 juin prochain au stade des Yankees, à New-York, si la déclaration de Jack Dempsey se réalise. Le combat sera de 15 rondes.

La mort de Anton Cermak a sévèrement désorganisé Jack Dempsey qui comptait avoir le combat dans la ville de Chicago, à l'occasion de l'Exposition universelle de l'été prochain. Cermak était fort en faveur de ce combat et son influence politique était puissante à la législature de l'Illinois qui est opposée à cette rencontre à Chicago.

Les témoins finiront par dégoûter complètement le public de ce genre de spectacles.

## LE COUP DE BÉLIER EST INTERDIT

Le coup de bélier, l'arme favorite du fameux Gus Sonnenberg et rendu par lui fort populaire, ne rencontre pas partout l'approbation des sportifs. La Commission Athlétique de Pennsylvanie vient d'en interdire l'usage dans cet Etat, le déclarant inhumain et propre à blesser non seulement les lutteurs, mais aussi les spectateurs occupant les sièges près de l'arène. Nous avons souvent protesté, dans nos colonnes, contre l'usage de cette brutale tactique fort employée dans les combats de lutte à l'Aréna Mont-Royal et nous espérons, qu'à l'approche de la saison de lutte à Montréal, les autorités de la Commission Athlétique, si elle n'existe pas de nom seulement, prendront les mesures nécessaires afin d'interdire, sous peine de déqualification, l'usage de cet ignoble moyen de défense.

Le lieu où ce combat aura lieu sera définitivement annoncé la semaine prochaine. Dempsey espère parvenir à organiser ce match avant que la Madison Square Garden ne donne le sien entre Primo Carnera et Jack Sharkey à la fin de juin, alors que le champion du monde de poids-lourds a offert à Sharkey une chance de rencontrer le vainqueur du combat Baer-Schmeling, mais n'aurait lui comme promoteur, en septembre prochain.

## DEVANT LA RAMPE

## UN DOMESTIQUE PAS ORDINAIRE

Comédie bouffe en un acte de Jules FERLAND et Geo. LEBLANC

Représentée pour la première fois au Collège de Saint-Henri le 16 décembre 1931 par Le Théâtre du Portemanteau.

PERSONNAGES  
M. Durafour, directeur  
Barbaras, traquédien  
François, domestique  
Un monsieur  
Sophranie  
Rolande, sa fille.

La scène se passe dans le bureau du directeur. Au mur des photos d'artistes. Un fauteuil, des chaises. Un bureau, avec quantité de livres et de manuscrits. Portes au fond et à gauche.

(SCENE QUATRIEME (Suite))

FRANÇOIS  
— Oui, monsieur.

MADAME SOPHRANIE entre, endimanchée de façon tapageuse. — Bonjour, monsieur. (A sa fille, gauche et timide, qui se tient près de la porte). Allons, viens! (Dès qu'elle va à sa mère, François sort.)

LE DIRECTEUR  
— Que désirez-vous, madame?

SOPHRANIE  
— Ben, j'ai entendu dire que vous engagiez des "artistes" pour voyager?

LE DIRECTEUR  
— Oui, madame, c'est exact. Vous désirez faire du théâtre?

SOPHRANIE  
— Non, pas moi, mais ma fille. (A sa fille). Rolande, dis bonjour à Monsieur.

ROLANDE  
— Bonjour, monsieur.

LE DIRECTEUR  
— Mademoiselle, je suis enchanté de vous connaître. Je vous en prie asseyez-vous.

SOPHRANIE  
— Vous êtes bien aimable, monsieur, c'est pas qu'on est fatiguée, mais on va s'asseoir quand même. Mon cher monsieur, faut que j'vous dise que ma fille a joué dans ben des "séances", pis a chanté comme un rossignol. Elle a eu ben du succès parce qu'elle "acte" ben. Oh! faut pas que j'oublie de vous dire qu'elle a été à la St. Laurent Cinématographique Corporation. Pis ils ont dit qu'elle était ben "photogénique".

LE DIRECTEUR  
— Ah! Elle est... Oh, alors, le succès est assuré. Mademoiselle savez-vous des monologues?

ROLANDE  
Avec timidité. — Des monologues?

LE DIRECTEUR  
— Oui, enfin des poésies ou

## REGARDS SUR LE MONDE THÉÂTRAL ACTUEL

Pourquoi le théâtre amateur n'a-t-il pas progressé depuis vingt ans? Pas besoin de divagations philosophiques ou critiques pour trouver la réponse. Consultez les programmes, examinez les titres, les pièces que l'on présente au public. Ce sont la plupart du temps quelques vieilles rangines usées jusqu'à la corde comme Le Maître de Forges, l'Abbé Constantin, l'Oncle du Canada, la Marquise de Charley, ou quelques imbecillités comme Sacrifice d'Amour ou les Deux Orphelines.

Ne voyez pas dans ces paroles de contradiction ce que nous avons déjà dit des amateurs, à savoir qu'il fallait leur savoir gré d'entretenir chez nous le goût du théâtre. Quelles que soient les pièces qu'ils présentent ils font aimer le théâtre, puisqu'ils attirent le public à ces représentations.

Mais il faudrait que ce soit du bon et beau théâtre. Dans tous domaines on peut et on doit souhaiter une amélioration.

Il faut dire cependant que les amateurs ont sous les yeux le mauvais exemple de certains professionnels, pas tous heureusement, car quelques-uns interviennent des pièces qui, si elles ne sont pas des chefs-d'oeuvres, ont du moins, le mérite rare d'être spirituelles.

Que dire, ainsi, de ces ignobles scénettes de trente-sixième ordre, sentant la ruelle et le fond de cour, pièces que l'on ne craint pas de montrer dans des théâtres portant des noms qui feraient espérer de leur part un idéal un peu plus élevé.

Qu'on abandonne donc une fois pour toute ce vieux répertoire que tout le monde connaît par cœur et qui est à la veille de nous causer des indigestions.

Le M. R. T. ne devrait pas craindre d'interpréter du Claudel, du Ghéon ou du Pirandello. En anglais, on a bien joué Hamlet.

Le public serait nombreux à ces représentations; point de sales rides, certes. Les quatre cinquièmes s'y rendraient par snobisme et le reste, par goût, dans l'espérance d'assister à un spectacle digne de gens cultivés.

Nous ne conseillons pas à tous les cercles d'interpréter ces pièces. Elles demandent une salle, une scène ou des décors qu'on ne trouve pas partout. Mais ce qu'ils peuvent sans difficulté, c'est de montrer dans le choix de pièces un peu plus de goût.

Les lois de progrès et de résipiscence sont deux lois de l'histoire. Mais ne pourrait-on pas pour une fois éliminer la seconde pour permettre à la première de se manifester en toute liberté?

JOYEUSE et DURANDAL

## DEVANT LA RAMPE

## UN DOMESTIQUE PAS ORDINAIRE

Comédie bouffe en un acte de Jules FERLAND et Geo. LEBLANC

Représentée pour la première fois au Collège de Saint-Henri le 16 décembre 1931 par Le Théâtre du Portemanteau.

PERSONNAGES  
M. Durafour, directeur  
Barbaras, traquédien  
François, domestique  
Un monsieur  
Sophranie  
Rolande, sa fille.

La scène se passe dans le bureau du directeur. Au mur des photos d'artistes. Un fauteuil, des chaises. Un bureau, avec quantité de livres et de manuscrits. Portes au fond et à gauche.

(SCENE QUATRIEME (Suite))

FRANÇOIS  
— Oui, monsieur.

MADAME SOPHRANIE entre, endimanchée de façon tapageuse. — Bonjour, monsieur. (A sa fille, gauche et timide, qui se tient près de la porte). Allons, viens! (Dès qu'elle va à sa mère, François sort.)

LE DIRECTEUR  
— Que désirez-vous, madame?

SOPHRANIE  
— Ben, j'ai entendu dire que vous engagiez des "artistes" pour voyager?

LE DIRECTEUR  
— Oui, madame, c'est exact. Vous désirez faire du théâtre?

SOPHRANIE  
— Non, pas moi, mais ma fille. (A sa fille). Rolande, dis bonjour à Monsieur.

ROLANDE  
— Bonjour, monsieur.

LE DIRECTEUR  
— Mademoiselle, je suis enchanté de vous connaître. Je vous en prie asseyez-vous.

SOPHRANIE  
— Vous êtes bien aimable, monsieur, c'est pas qu'on est fatiguée, mais on va s'asseoir quand même. Mon cher monsieur, faut que j'vous dise que ma fille a joué dans ben des "séances", pis a chanté comme un rossignol. Elle a eu ben du succès parce qu'elle "acte" ben. Oh! faut pas que j'oublie de vous dire qu'elle a été à la St. Laurent Cinématographique Corporation. Pis ils ont dit qu'elle était ben "photogénique".

LE DIRECTEUR  
— Ah! Elle est... Oh, alors, le succès est assuré. Mademoiselle savez-vous des monologues?

ROLANDE  
Avec timidité. — Des monologues?

LE DIRECTEUR  
— Oui, enfin des poésies ou

## GAMINE AU STELLA

"Le Monsieur de Cinq Heures", la désopilante comédie de Maurice Hennequin et Pierre Véber, continue à faire les délices des habitués du Stella. A partir de lundi soir, la troupe donnera "La Gaminie", une comédie plus amusante de Pierre Véber en collaboration avec Henri de Gorsing, comportant une importante distribution, où sera employée la troupe au grand complet avec l'addition d'une recrue nouvelle. Dans le rôle-titre, on aura en effet l'occasion de revoir Mlle Olivette Thebaud, dont le récent succès sur la scène du Stella est encore présent dans toutes les mémoires.

## DES SENSATIONS FORTES AU LOEWS

"Dangerously yours", qui a pour vedettes Warner Baxter et Miriam Jordan, sera le film à l'affiche du Loew's la semaine prochaine. Baxter en gentleman-cambrioleur et Miriam Jordan en femme détective s'affrontent d'abord avec vigueur, puis deviennent amoureux, d'où naissance d'un dilemme qui apporte au film bien des scènes imprévues. Au vaudeville, on verra les danseurs Rae, Ellis et LaRue, Sid Paga et ses "pages", le soprano Liora Hoffman, le mime Georges Compo et les Mea Wynn Foursome, danseuses.

## DU CLASSIQUE AU THÉÂTRE ST-DENIS

Le programme de la semaine prochaine au Saint-Denis sera remarquable. D'abord un premier, "Si l'Empereur Savait Ça", avec André Lugot, Françoise Rossy, Emile Chandra, Tania Fedor en André Berley. Tous ces acteurs sont connus du public montréalais qui les verra dans une comédie amusante. Il s'agit d'un beau capitaine que l'on croit un espion et qui s'amourache d'une princesse royale. Le second film à pour vedette Armand Bernard, le comédien à la mimique si drôle. "Monsieur de Pourceaugnac" est une oeuvre de Molière qui brille par la satire du texte, l'imprévu des situations et l'ironie de la caricature. Demain, en plus du programme de cinéma, on jouera un grand drame avec une troupe de 15 acteurs locaux.

## DE L'INÉDIT AU PALACE

Une grande vedette du Broadway, Mae West, fait ses débuts à l'écran dans "She Done Him Wrong", que le Palace mettra samedi à l'affiche. Mae West incarne ici Lady Lou, blonde reine du Bowery qui a un amour immodéré pour les diamants. Un dramatique conflit s'éleva entre elle et Cary Grant, le jour où celui-ci vient ouvrir une mission en face du camp de ses exploits Noah Beery, Gilbert Roland, David Landau et Owen Moore sont de la distribution de ce film à grand déploiement de toilettes et de décors de cabarets.

## DEVANT LA RAMPE

Comédie bouffe en un acte de Jules FERLAND et Geo. LEBLANC

Représentée pour la première fois au Collège de Saint-Henri le 16 décembre 1931 par Le Théâtre du Portemanteau.

PERSONNAGES  
M. Durafour, directeur  
Barbaras, traquédien  
François, domestique  
Un monsieur  
Sophranie  
Rolande, sa fille.

La scène se passe dans le bureau du directeur. Au mur des photos d'artistes. Un fauteuil, des chaises. Un bureau, avec quantité de livres et de manuscrits. Portes au fond et à gauche.

(SCENE QUATRIEME (Suite))

FRANÇOIS  
— Oui, monsieur.

MADAME SOPHRANIE entre, endimanchée de façon tapageuse. — Bonjour, monsieur. (A sa fille, gauche et timide, qui se tient près de la porte). Allons, viens! (Dès qu'elle va à sa mère, François sort.)

LE DIRECTEUR  
— Que désirez-vous, madame?

SOPHRANIE  
— Ben, j'ai entendu dire que vous engagiez des "artistes" pour voyager?

LE DIRECTEUR  
— Oui, madame, c'est exact. Vous désirez faire du théâtre?

SOPHRANIE  
— Non, pas moi, mais ma fille. (A sa fille). Rolande, dis bonjour à Monsieur.

ROLANDE  
— Bonjour, monsieur.

LE DIRECTEUR  
— Mademoiselle, je suis enchanté de vous connaître. Je vous en prie asseyez-vous.

SOPHRANIE  
— Vous êtes bien aimable, monsieur, c'est pas qu'on est fatiguée, mais on va s'asseoir quand même. Mon cher monsieur, faut que j'vous dise que ma fille a joué dans ben des "séances", pis a chanté comme un rossignol. Elle a eu ben du succès parce qu'elle "acte" ben. Oh! faut pas que j'oublie de vous dire qu'elle a été à la St. Laurent Cinématographique Corporation. Pis ils ont dit qu'elle était ben "photogénique".

LE DIRECTEUR  
— Ah! Elle est... Oh, alors, le succès est assuré. Mademoiselle savez-vous des monologues?

ROLANDE  
Avec timidité. — Des monologues?

LE DIRECTEUR  
— Oui, enfin des poésies ou

# La capitalisation de la Thaumaturge

## SA MAJESTE L'ARGENT!

Les crimes et les bassesses qu'elle a fait commettre. — Son trône vermoulu menacé par la technocratie.

C'est une souveraine à caractère pour le moins équivoque, un maître dont la tyrannie fait encore de nos jours d'innombrables victimes. Son règne n'est peut-être qu'officieux et sa couronne seulement symbolique, mais cette semi-divinité n'en est pas moins la moderne incarnation du Veau d'Or qui, nous chante le Méphistophélès de Gounod, est toujours debout. Et comment!

Selon les grands parvenus: les Ford, Morgan, McConnell et quelques autres spécimens de la basse-cour plutocratique, l'argent n'est sans doute plus, et depuis longtemps, qu'un moyen, mais pour la horde assoiffée des arrivistes, il est encore un but, "le but" à atteindre, l'espoir de demain, la raison d'être de toutes les ambitions déchainées. Notre éducation, à tous les degrés, s'inspire de l'idée-argent dont elle poursuit la conquête, inlassablement. On ne s'instruit guère que pour en gagner plus facilement et l'on trouve même tout à fait naturel qu'un être hautement éduqué gagne beaucoup plus qu'un autre n'ayant pas eu la chance de se meubler suffisamment la matière grise. Faire sa vie, n'est-ce pas se mettre en état de ramasser le plus d'argent possible sans égards superflus pour autrui? C'est bien là, quoi qu'on dise, notre manière de classer l'humanité, par le moyen artificiel de l'échelle-argent, lui-même basé sur l'échelle-or, l'un des mensonges conventionnels de notre chère civilisation.

Cette interprétation cruellement fantaisiste du rôle de l'argent dans l'économie mondiale nous a conduits, sans trop de peine, à subordonner la satisfaction raisonnée de nos besoins normaux à la course échevelée au profit, l'existence rationnelle à une vie désordonnée, le respect du bonheur des autres au rut sans nom de l'égoïsme le plus animal. Cela n'a pas peu contribué, avec l'aide d'un machinisme incontrôlé, à nous doter de cette crise où les plus malins perdent le peu de latin qui leur reste.

### L'argent meurtrier

Que n'a-t-on pas fait pour l'argent ou son équivalent? Aussi loin que nous puissions remonter dans l'histoire, depuis que l'antique troc est apparu "vieux jeu", l'argent est devenu non seulement le nerf de la guerre, de toutes les guerres, mais aussi l'inspirateur d'une multitude de méfaits dont l'histoire est pleine. Des reines, magnétisées par le désir morbide de posséder le vil métal, n'ont pas craint de vendre ce que la morale naturelle leur commandait de donner. Des monarques célèbres ont torturé ou fait torturer, tué ou fait tuer des membres de leur propre famille pour s'enrichir aux dépens de ces victimes d'une odieuse cupidité. Pour les mêmes motifs, des fumistes d'un autre âge s'avisèrent de prédire la fin du monde pour l'an

mille et tout porte à croire que ce ne fut pas pour des prunes, comme on dit dans la bonne société. Ce fut même, si l'on peut dire, le plus gros coup de Bourse du Moyen-Age. Les Espagnols, les Portugais, les Anglais, les Français, les Allemands, les Belges et les Italiens eurent ensuite la lucrative idée de faire de la politique coloniale sous le signe de l'argent et ne trouvèrent rien de mieux, pour apprendre à vivre aux naturels de leurs conquêtes d'outre-mer, que de les tuer et sans apporter la moindre discrétion dans ces leçons de savoir-vivre. Et l'on ferait des volumes à simplement énumérer les crimes, historiques et autres, qui ont été commis pour de l'argent au cours des siècles, sans même aller au-delà des limites de nos contrées civilisées.

### Morale-fantôme

Aujourd'hui même, tout se paie. Et si l'on pouvait, ici, dresser une liste restreinte des "choses" qui se font tous les jours contre argent, nous pourrions étaler la plus formidable collection de scandales qu'on puisse imaginer, le banditisme le plus contraire à notre "morale apparente". Mais comme nous ne pourrions nous livrer à ce petit exercice de patience sans passer pour des être dangereux, des "ennemis de la société organisée", nous nous voyons dans la pénible obligation de ne pas insister. Tant il est vrai, une fois de plus, que la vérité n'est pas toujours bonne à dire.

Dés lors, si cette majesté Argent n'est qu'une empoisonneuse de métier, une mégère incurable, pourquoi s'étonner que les "utopistes" — encore des êtres dangereux — veuillent la jeter de son trône et pulvériser ce dernier? Il se peut que, dans l'état d'esprit plus ou moins abâtardi où nous sommes, l'argent sous sa forme actuelle nous semble indispensable, mais pourrait-on être beaucoup plus "amochés" qu'aujourd'hui, advenant qu'on décide, un beau matin, de faire usage de papier-énergie, de papier main-d'oeuvre ou de tout autre médium moins susceptible d'entretenir parmi nous la maladie du crime à l'état chronique.

Qu'on veuille bien nous permettre de ne pas nous étonner au spectacle de gens désirant dévirginiser le Veau d'Or, détrôner une majesté corrompue ou nous proposer, pour soulager les générations à venir, tout autre moyen d'échange.

"Que le beau sac d'écus qu'à huis-clos on manie Et dont l'oreille, émue, implore l'harmonie."

Nous voulons bien croire que tous les conservateurs sociaux ne sont pas des criminels de la pire espèce, mais nous nous refusons résolument à admettre, à priori, que tous les utopistes soient des imbéciles ou des dégénérés. Honni soit qui mal y pense! Georges DELPEQUE.

## LES BANQUES ET L'EPARGNE

Ottawa, ayant en vue un gros emprunt, invite nos banques à réduire leur taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne.

Décidément, le vent souffle à la réduction du taux d'intérêt sur tous les emprunts, des fédéraux aux municipaux, pour ne rien dire des dettes dites privées. L'Europe ayant, l'an dernier, donné l'exemple de cette réduction sur les emprunts d'Etat, le mouvement s'étend graduellement partout, fait tache d'huile. Ottawa se propose de lancer bientôt un "emprunt de conversion" comme mesure d'économie nationale, mais les pouvoirs fédéraux tiennent à faire baisser, au préalable, le taux d'intérêt sur les dépôts d'épargne, sans que le moindre emprunt fédéral courrait le risque d'une froide réception par le public, d'où pression préalable sur les directeurs bancaires.

C'est ainsi que les dépôts d'épargne ne rapporteront plus, désormais, que 2½% peut-être 2% seulement, si nous sommes bien renseignés. Le public n'est pas encore officiellement avisé par les banques, mais cela ne saurait tarder maintenant. C'est alors que le gouvernement fédéral, le terrain étant ainsi déblayé, entrera en lice avec son emprunt de conversion au sujet duquel on énoncé déjà des chiffres allant de deux cents à quatre cent millions de dollars, dont environ cent cinquante millions seront effectivement convertis, le reste des souscriptions obtenues étant destiné à des besoins financiers rendus encore plus pressants par la crise. En Angleterre, la réduction des taux de l'intérêt a été acceptée de bon gré. Pourquoi pas ici?

Pourquoi les gouvernements provinciaux et municipaux ne feraient-ils pas la même chose? Tôt ou tard il faudra nécessairement en venir là. Alors, pourquoi attendre l'inévitable au lieu d'aller à sa rencontre, si l'on peut dire? Déjà, l'Union Canadienne des Municipalités s'agi-

te en ce sens et se propose de solliciter des autorités fédérales le pouvoir d'imiter le conversionnisme de celles-ci afin d'alléger le fardeau grandissant des intérêts payables sur les dettes municipales.

Si ces réductions ont lieu un peu partout dans le pays, comme on peut s'y attendre un jour ou l'autre, ce sont surtout les institutions financières qui vont "écoper", comme on dit, notamment les banques, mais celles-ci s'y seront préparées à l'avance par la réduction du taux d'intérêt sur leurs dépôts d'épargne.

Nous entrons de plain-pied dans l'ère des revalorisations en tous genres, nous nous acheminons vers un contrôle de plus en plus accentué du crédit. Celui-ci a été rendu trop facile par les banques avant 1930 et a servi à des fins qui n'étaient pas toutes, tant s'en faut, marquées au coin d'une saine conception de l'économie. Depuis lors, les banques ont graduellement fermé les écluses du crédit, de telle sorte qu'aujourd'hui la situation est tout l'opposé de celle ayant prévalu avant 1930. Cette passation du "trop" au "pas assez" indique clairement l'inaptitude bancaire à un équilibre économique indispensable, d'où l'obligation d'un contrôle officiel et tout au moins partiel du crédit dans tout le pays. Nos voisins les Yanks, pourtant si vantards, n'ont-ils pas été forcés d'en venir là?

Et c'est pourquoi le parti libéral, empruntant un article du programme de la "C.C.F.", a inscrit dans le sien, pour l'avenir, l'établissement d'une banque centrale au Canada, proche parente de la Federal Reserve Bank, des Etats-Unis. Une telle banque aurait pour première fonction de régulariser le change et de nous empêcher d'être volés par les Yanks. JUSTINIEN.

## LES RÉDEMPTORISTES DE SAINTE-ANNE DE BEAUPRÉ

### DOIVENT RENONCER À LEUR COMPAGNIE NOUVEAU GENRE. — LES "GOGLUANTS" EN ONT MENTI. — LE JUGEMENT CODERRE BIENTOT ATTENDU. — ET NOTRE-DAME?

Fort de l'approbation des gens honnêtes et désintéressés, nous répétons ici que nous entendons continuer, sans peur comme sans forfanterie, l'exposition que nous avons commencée des affaires de fabriques, sans nous soucier autrement des accusations burlesques et des injures grossières que nous adresse certaine presse "gogulante" qui, ayant mangé à toutes les crèches, pour mordre ensuite la main qui l'avait nourrie, ne s'imagine pas qu'on puisse écrire une ligne sans recevoir une subvention appropriée. Lorsque ces gens parlent donc de subventions, nous n'avons qu'un mot à leur répondre: "Vous en avez menti!"

Il est temps de faire la distinction, dans la province de Québec, entre deux choses: SERVIR l'Eglise et SE SERVIR de l'Eglise.

Ces sales oiseaux gogluants se servent depuis trop longtemps de l'Eglise en faisant mine de la servir pour que leur tactique n'éclate pas à tous les yeux non prévenus.

On dit qu'un Ordre religieux leur fournit les fonds et les articles pour attaquer ceux que ces bons Pères décident de combattre. Nous ne nous portons pas garants de cette accusation. Seulement, si cet Ordre se commet en aussi peu recommandable compagnie, nous ne nous ferons nul scrupule de le dénoncer, comme nous avons mentionné le fait que les Dominicains, à Québec, étaient les auteurs reconnus de la campagne menée afin d'empêcher les Israélites de se construire une synagogue et une école dans le quartier Belvédère, cela soit dit sans insinuer que les Dominicains de Montréal soient l'Ordre auquel nous faisons allusion.

### UNE DANGEREUSE EXCUSE

La raison alléguée à Québec était assez particulière et illustre d'autant mieux notre exposition: c'est que les fabriques du quartier sont si fort endettées qu'y laisser pénétrer des gens d'autre religion que la nôtre, qui ne rapporteraient rien au culte, était exposer au moins quatre paroisses à une déconfiture complète.

On a pu éloigner pour un temps les Israélites, qui n'ont du reste qu'à journer leur projet; mais qu'arriverait-il, le jour où l'on voudrait aussi tenir les protestants loin de nos paroisses catholiques?

N'oublions pas tout de même que nous sommes en pays britannique; que si la paroisse est une magnifique institution, la constitution du pays, reconnaissant à tous les sujets britanniques des droits égaux, en est une autre ayant priorité; et qu'une semblable attitude, étayée sur une question de piastres et de "trente sous", résultant de folles dépenses, est susceptible de nous causer des ennuis dont on ne saurait encore prévoir la gravité.

Du reste, une notable partie du clergé nous approuve, et cette approbation nous dispense de celle des "gogluants". Les renseignements que nous fournissons ici, d'où nous venaient-ils, sinon de membres du clergé, et les fabriques n'étant tenues de faire aucun rapport à Québec et se gardant bien de le faire?

### ABANDON DE STE-ANNE & CIE

(Dep. spéc. à "L'Autorité")

Québec, 10. — La crise financière a décidément porté un coup mortel à la construction des basiliques à coups de millions dans le Québec. "L'Autorité" a récemment enregistré le fiasco de la cathédrale de Gaspé, immense et coûteux projet auquel il a fallu renoncer, et voici que cet autre projet des Pères Rédemptoristes de Sainte-Anne de Beauré, de construire le plancher de la basilique au moyen d'une émission de 50,000 actions de \$1, qui rendraient les porteurs co-actionnaires avec la grande Thaumaturge, vient aussi d'être renvoyé aux grecques calendes.

Dans leur prospectus, distribué à des milliers d'exemplaires, les Pères écrivaient en toutes lettres que l'on pouvait devenir co-actionnaire avec sainte Anne en payant la minime somme d'un dollar pour un pied carré de plancher qui serait bien à soi et que ce serait un grand honneur en même temps qu'une source inépuisable de grâces spirituelles que d'entrer dans une pareille association financière.

Or les co-actionnaires ne s'étant pas présentés en assez grand nombre, les actions souscrites n'ayant atteint que \$11,000 au lieu de \$50,000, les Pères annoncent que pour le présent ils renoncent à leur plancher, qu'ils comptaient inaugurer au printemps, en matière de célébration du deuxième centenaire de leur institut. La souscription reste néanmoins ouverte, et l'on se demande pourquoi les Pères Rédemptoristes n'achètent pas eux-mêmes la balance de l'émission, en prenant sur les nombreux millions que leur a rapportés le sanctuaire. Serait-il vrai, comme la rumeur en circule, qu'une partie de cet argent s'en va hors du pays?

### DE LA LUMIERE! PLUS DE LUMIERE!

Sur la foi des chiffres qui nous étaient communiqués, nous avions fixé la redevance des paroissiens du Sacre-Coeur à \$51,000, mais on nous avertit que cela ne comprend que la dette de la fabrique, celle des syndics étant de \$100,000 de plus, ce qui fait une dette totale, fabrique et paroisse comprises, de \$151,000 environ.

Il en est de même, ne l'oublions pas, pour Saint-Denis, la dette de la fabrique n'étant que de \$91,787,72, alors qu'en y ajoutant celle des syndics la dette totale doit facilement dépasser \$400,000.

Beaucoup de gens — et même des prêtres — ont souri en constatant que dans le rapport de la Nativité, quartier Hochelaga, on mentionnait comme "actif réalisable" des polices d'assurance-vie pour \$70,000. A moins que les assurés ne se décident à passer de vie à trépas dans le plus bref délai, on se demande comment cet actif peut devenir "immédiatement réalisable". Ces braves gens consentiront-ils à commettre sur-le-champ leur hara-kiri?

Le rapport attendu des marguilliers de Notre-Dame sur la fameuse dette de \$430,000 imposée en vertu d'un bill introduit subrepticement à Québec, tarde toujours. Sous prétexte que "l'Eglise est éternelle", les marguilliers en question se figurent-ils que les francs-tenanciers de Notre-Dame le sont aussi? Mais ceux-ci se sentent évidemment mortels, et une autre démarche, plus énergique encore que les premières, sera incessamment tentée afin d'obtenir les éclaircissements voulus.

Le jugement du juge Codorre, sur la faillite de Saint-Gabriel de Brandon, est attendu à Joliette la semaine prochaine. De ce jugement, sur la possibilité ou non de mettre une fabrique en banqueroute, les créanciers de Saint-Etienne, à Montréal, font découler une grande importance pour leur cause, et pas n'est besoin de stipuler que des milliers de créanciers de fabriques sont dans le même cas. SCRUTATOR

## DETTE GLOBALE DES FABRIQUES DE LA PROVINCE \$325,000,000

| DÉFICITS  |                    |
|---|--------------------|
| Notre-Dame, Montréal                                  | \$ 430,000         |
| St-Frédéric (Drummondville)                           | 410,000            |
| St-François d'Assise (Longue-Pointe)                  | 275,000            |
| St-Etienne (Montréal)                                 | 615,000            |
| St-Jacques (Montréal)                                 | 425,000            |
| St-Gabriel de Brandon                                 | 325,000            |
| St-Jérôme   | 400,000            |
| St-Pierre (Joliette)                                  | 70,000             |
| St-Charles de Mandeville (diocèse des Trois-Rivières) | 36,000             |
| Montauban (diocèse de Québec)                         | 10,000             |
| Syndics de Rigaud (dio. de Valleyfield)               | 107,000            |
| <b>Total</b>  | <b>\$3,103,000</b> |

## CAISSES PAROISSIALES EN FAILLITE

|               |                   |
|---------------|-------------------|
| Saint-Césaire | \$ 75,000         |
| Saint-Eusèbe  | 73,822            |
| <b>Total</b>  | <b>\$ 148,822</b> |

## DETTES APPROXIMATIVES

|                                      |                    |
|--------------------------------------|--------------------|
| La Nativité (Montréal)               | \$ 346,000         |
| Notre-Dame de la Défense (Montréal)  | 215,000            |
| St-Zotique (Montréal)                | 200,000            |
| St-Brigide (Montréal)                | 198,000            |
| St-Germain d'Outremont               | 375,000            |
| St-Madeleine d'Outremont             | 200,000            |
| Notre-Dame de Lourdes, Verdun        | 348,000            |
| St-Stanislas, Montréal               | 400,000            |
| St-Catherine, Montréal               | 375,000            |
| St-Denis, Montréal                   | 400,000            |
| St-Jean de la Croix, Montréal        | 285,000            |
| St-Gertrude (Montréal)               | 80,000             |
| Sacré-Coeur (fabrique et syndics)    | 151,000            |
| Montmagny (diocèse de Québec)        | 312,000            |
| St-Anne des Monts (diocèse de Gaspé) | 157,000            |
| Cap-Chat                             | 180,000            |
| Caplan — Paspébiac — Percé           | 177,000            |
| Gaspé                                | 200,000            |
| <b>Total</b>                         | <b>\$4,716,000</b> |

## POURQUOI CET OSTRACISME ENVERS LES CHAIN-STORES?

Le comité des bills privés de la Législature, tout en réduisant l'impôt spécial sur les "chain-stores" demandé par le conseil de ville de Montréal, n'en a pas moins soutenu le principe, à la requête d'un groupe peu enclin à lutter contre la concurrence légitime des magasins usins.

Nous pensons que nos législateurs, en l'occurrence, ont oublié d'éclairer leur lanterne en ne tenant pas compte des consommateurs qui, pour du comptant, étaient mieux servis et à meilleur marché aux chain-stores qu'aux autres magasins de détail. Si, en effet, les chain-stores ont pu se développer, à Montréal et ailleurs, depuis un certain temps, c'est que leur clientèle augmentait continuellement. Et si cette clientèle trouvait bon d'acheter là plutôt qu'ailleurs, ce qui est bien son droit, c'est qu'elle avait, pour cela, des raisons d'économie qui lui paraissaient valables et dont nos législateurs de Québec avaient le devoir de tenir compte, ne fut-ce que pour des considérations purement électtorales.

Les magasins indépendants ont le droit d'être protégés, certes, contre toute concurrence déloyale, mais ils vont un peu loin, pour ne pas dire plus, quand ils embauchent la Législature provinciale pour les aider à se défendre de concurrents qui n'ont d'autres torts, à notre humble avis, que d'être plus habiles que leurs compétiteurs soi-disant indépendants.

Il est regrettable que les consommateurs qui s'approvisionnent aux chain-stores n'aient pas songé à organiser une contre-démonstration et à envoyer une délégation à la vieille capitale pour dire au comité des bills privés qu'en protégeant inégalement les magasins indépendants, qui ne représentent qu'un petit groupe d'individus, ils négligent des intérêts beaucoup plus importants: ceux d'une large fraction de la population métropolitaine pour qui le coût de la vie, surtout en temps de crise, prime tout autre considération et qui voit d'un très mauvais oeil l'intervention parlementaire dans ses affaires domestiques.

Montréal a sans doute besoin d'argent et nous lui concédons volontiers le droit d'en soutenir o cela lui est possible, c'est-à-dire LA OU IL Y EN A, mais non pas en déclarant une espèce de lutte de classe entre des groupes de détaillants, au détriment de plusieurs centaines de mille de consommateurs qui pourraient bien s'en souvenir lors de prochaines consultations électorales. Le comité des bills de législatures ont été mieux avisé

de frapper d'impôts additionnels certaines compagnie d'utilité publique. Si, comme nous le supposons, il importe que les autorités, politiques et autres, ne fassent rien de nature à augmenter le coût de la vie, surtout en période de crise, nous espérons que la Législature y regardera à deux fois avant de confirmer le vote de son comité des bills privés relativement à l'attitude sévère de celui-ci envers les chain-stores.

BUSINESSMAN

## UNE COMBINE DE L'ÉPICERIE EN GROS

Seule la maison Hudon & Orsali garde une complète indépendance. Enregistrons un important recul des nôtres dans le commerce de l'épicerie en gros. Une nouvelle amalgamation vient de s'effectuer, qui a nom, Laporte, Hudon et Hébert. Elle absorbe la maison Laporte et Martin, qui avait elle-même absorbé la maison Chaput, et elle absorbe aussi la maison Hudon et Hébert. Cette amalgamation va marcher de concert avec la York Trading, de Toronto, et il y a gros à parier que ce sont les Torontois qui tenteront de montrer aux Montréalais comment faire des affaires.

Une seule maison d'épicerie en gros reste libre de toute attaque, Hudon et Orsali, dont le président est M. Albert Hudon, l'unique maison de Montréal peut-être qui, depuis la crise, n'ait diminué ni le nombre ni les salaires de son personnel. G. L.

## DE L'ASTIQUAGE

Le coiffeur vante à l'un de ses clients, chauve autant qu'on peut l'être, les vertus d'une eau capillaire.

Mais êtes-vous certain de l'efficacité de ce produit? interroge le client quelque peu sceptique.

Si j'en suis certain! riposte le Figaro. Tenez, permettez-moi de vous citer un fait dont je garantis l'absolue authenticité. Il y a un mois, ma bonne, par erreur, a astiqué votre fourneau de cuisine avec cette eau merveilleuse. Et maintenant, je dois raser le fourneau trois fois par semaine.

## MEURTRE EN AVION



Ervin McCall, 20 ans, à droite, étudiant aviateur, a tué d'une balle son instructeur Lehman Nelson, à gauche, alors que l'avion qui les portait était à plus de mille pieds d'altitude. L'avion s'est écrasé sur le sol. McCall a sauté en bas puis s'est tiré une balle dans la tête. On croit que le coup avait été monté et quatre jeunes amis de McCall ont été arrêtés. C'est le premier meurtre commis en avion.

## UNE MACHINE ELECTORALE DE BULLETINS DE GUERRE

Il est tout de même étrange que les hitlériens aient gagné 5,500,000 votes aux dernières élections allemandes, quand les autres partis, à part des communistes, qui en ont perdu à peu près 1,200,000, restaient sur les mêmes positions. Après avoir pris prétexte de l'incendie de l'édifice du Reichstag, dont ils accusèrent, sans preuve d'ailleurs, les communistes, pour faire main basse sur la machine électorale, il est à croire que les "nazis" ont su faire manoeuvrer merveilleusement cette machine pour qu'elle rende autant de bulletins nouveaux avec un même nombre d'électeurs inscrits. Et ce ne sont toujours pas les communistes qui iront leur demander des comptes, ou gare la schlague!

L'un des premiers actes de Hitler, après les élections, a été de remplacer le drapeau de la république, sur les édifices publics, par les anciennes couleurs impériales. Au cours de la campagne, le chef des nazis se déclarait contre le retour des Hohenzollern. Mais, à peine au pouvoir, il paraît favorable à la restauration du trône et à la politique impérialiste qui lui semble mieux convenir aux Allemands. Il est difficile de ne pas voir, dans tous ces événements, la préparation d'une guerre de revanche. Que ce soit le kaiser ou Hitler, l'un et l'autre nourrissent les ambitions prussiennes d'autrefois. Le rêve hitlérien vise sans doute à l'union de toutes les Allemagnes, y compris l'Autriche, ainsi que la reprise des anciennes possessions de la Pologne, de l'Alsace et de la Lorraine. Ce désir avoué à maintes reprises fut l'une des causes de l'enthousiasme d'une nation vaincue pour un chef qui savait si bien chauffer son chauvinisme. La France, après 1870, n'a-t-elle pas eu sa période de boulangisme?

Sans doute la guerre ne saurait éclater toute de suite. L'Allemagne n'est pas actuellement assez armée pour faire face à la France, et elle courrait le risque d'être prise à revers par les Soviets, qui ne doivent pas être flattés outre mesure de la façon dont leurs amis, les communistes allemands, ont été traités. Pour ces raisons et bien d'autres la guerre ne serait que lointaine encore, mais elle existe en puissance, elle semble même inévitable, à moins que l'Allemagne n'ait à faire face à quelque formidable crise financière comme celle qui vient de rendre les Etats-Unis impuissants en face des empiètements du Japon en Mandchourie. SPARTACUS

## TORONTO DEVENUE LA MÉTROPOLE FINANCIÈRE

Comme quoi la guerre de castles cause un tort irréparable à Montréal. Montréal, jusqu'ici appelée la métropole du pays, va-t-elle céder ce titre à la Ville-Reine? Si l'on examine les compensations bancaires respectives de nos deux plus grandes cités canadiennes, on constate que Toronto gagne du chemin sur Montréal depuis quelque temps.

En février 1932, Toronto indiquait un chiffre de \$337,092,125. Cette année, il y a diminution à \$328,426,618. Montréal, pour la même période, passe de \$326,425,374 à \$283,452,137, accusant une réduction environ quatre fois plus forte que celle de sa rivale. Si nous prenons maintenant les chiffres pour la semaine dernière, nous voyons que Montréal, pour la semaine correspondante de 1932, accusait un montant de \$86,000,000, alors que celui de cette année n'est que de \$70,000,000. Par contre, à Toronto, la situation est l'opposé de la nôtre, indiquant \$82,000,000 pour 1932 et \$81,000,000 pour 1933.

## L'ÉCONOMIE ÉCOSSAISE

Un Anglais était allé à la gare de Victoria, à Londres, chercher un ami qui venait de Glasgow. Afin de gagner du temps, il voulut retenir un taxi d'avance, mais il n'en trouva aucun. Il demanda alors à un porteur: — Où sont donc aujourd'hui tous les taxis? — Oh, les taxis ne viennent jamais à ce train: c'est l'express d'Ecosse!